

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 3 / SEPTEMBRE 2020

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

www.un-seul-monde.ch

DONNÉES

Chances et risques

JORDANIE

Une jeunesse délaissée

PARTENAIRES LOCAUX

Seconder et non remplacer

DOSSIER DONNÉES



8

Un besoin croissant de données fiables et comparables

Produire des données de qualité s'avère impératif pour concrétiser, d'ici à 2030, les Objectifs de développement durable fixés par l'ONU.

10

Big data et traçage du Covid-19

L'analyse de données massives permet de mieux comprendre la pandémie.

14

« L'open data, une question de volonté et non d'argent »

Entretien avec la statisticienne Shaida Badiie, dont l'organisation plaide pour le principe du libre accès aux données.

16

Rendre visibles les invisibles

Le Bénin recueille des informations sur le cinquième de la population le plus défavorisé.

18

L'Albanie à l'ère numérique

Avec le soutien de la Suisse, le pays balkanique développe ses services statistiques.

19

Faits et chiffres

Le magazine est également disponible en ligne :

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS JORDANIE



20

Une jeunesse oubliée

En Jordanie, le taux de chômage des jeunes est préoccupant.

24

Sur le terrain avec...

Jill Schmidheiny, responsable du projet de réhabilitation des écoles au bureau de coopération à Amman, en Jordanie.

25

À propos des voisins

La journaliste jordanienne Rana F. Sweis évoque la solidarité au temps du coronavirus.

DDC



26

L'importance de revaloriser la médecine de famille

Pour renforcer les soins de santé primaire au Kirghizistan, les Hôpitaux universitaires de Genève et les acteurs locaux réforment la formation médicale.

29

Accélérer l'innovation, doper l'économie

Un projet pilote en Croatie offre à de jeunes scientifiques prometteurs un million de francs pour réaliser un programme de recherche.

FORUM



32

« J'aime les défis »

La nouvelle directrice de la DDC, Patricia Danzi, relate son passé d'athlète et la course d'obstacles à affronter pour vaincre la pauvreté.

35

Seconder les partenaires locaux et non les remplacer

L'aide humanitaire internationale veut accorder de plus grandes responsabilités aux acteurs du Sud.

37

Un nouveau vieux monde

Carte blanche : la Bosnienne Aida Begić cherche la beauté dans l'apocalypse.

CULTURE



38

« Étranger à jamais : le plus cruel des sentiments »

Dans son pays, il est une star. En Europe, pendant longtemps, nul ne le connaissait. Entretien avec l'écrivain kurde Bachtyar Ali.

3 Éditorial

4 Périscope

31 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Ouelgo Téné

43 Impressum

DES DONNÉES FIABLES POUR NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ



Quelles sont les avancées en matière de lutte contre la pauvreté? Qu'en est-il de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies? Comment agir rapidement et efficacement en cas de crise? Disposer de données solides au moment opportun s'avère décisif pour le développement. Mais, pour cela, il faut que chaque pays possède des institutions efficaces. Selon certains experts, la collecte de données dans un délai approprié et le renforcement des institutions qui en sont chargées laissent clairement à désirer. Aussi, la communauté internationale a lancé le Forum mondial des Nations Unies sur les données. L'événement aurait dû se tenir à Berne en octobre, mais la pandémie de coronavirus est venue contrecarrer les plans des organisateurs suisses et onusiens. La conférence en présentiel a été repoussée d'un an et le programme de cette année ne prévoit qu'une manifestation virtuelle. Ce numéro d'*Un seul monde* offre néanmoins des analyses précieuses à ce sujet ainsi que des informations sur la contribution suisse.

L'Albanie, mon pays d'accueil, évolue aussi sur ce plan. Soutenu par la Suisse, cet État balkanique a entamé une réforme de ses services statistiques. En collaboration avec l'Office fédéral de la statistique, l'Institut national de statistique albanais met en place un système moderne qui doit permettre une meilleure planification et mise en œuvre des services publics aux niveaux communal et national. Il s'agit de renforcer la transparence au sein de l'administration. Par ailleurs, cette coopération aide l'Albanie à avancer sur la voie de l'intégration européenne.

Comme la directrice adjointe de la division de statistique de l'ONU Francesca Perucci le souligne dans ce numéro, le manque de données fiables pénalise principalement les personnes défavorisées. Que personne ne soit laissé de côté («*Leave no one behind*») suppose que ces catégories soient représentées, elles aussi, dans les statistiques et les projets de développement. L'Albanie enregistre de nets progrès, que ce soit dans l'élaboration de plans sociaux au niveau communal, la mise en place d'un système d'information ou la mise à disposition de services spécifiques à l'intention des personnes vulnérables. La Suisse apporte un soutien déterminant dans ce cadre.

La DDC et le SECO renforcent les institutions dans le domaine de la statistique et dans de nombreux autres. Disposer d'institutions performantes est essentiel pour qu'un pays puisse atteindre ses objectifs en matière de développement. À cet égard, la confiance que leur accordent les citoyens et le secteur privé constitue un indicateur clé. Là encore, les avancées sont palpables en Albanie, même s'il reste du chemin à parcourir. Un constat qui encourage à poursuivre notre partenariat sur cette voie.

Cette année, la Suisse et l'Albanie fêtent 50 ans de relations diplomatiques. En octobre 1970, Hans Keller, ambassadeur et premier chef de mission suisse, remettait sa lettre de créance à Tirana. Ce même Hans Keller fut le premier directeur de la DDC, appelée à l'époque «*Service de la coopération technique*»! J'aimerais profiter de cette belle opportunité pour souhaiter la bienvenue à Patricia Danzi, nouvelle directrice de la DDC, et vous inviter à découvrir l'entretien qu'elle a accordé à *Un seul monde* (page 32).

Adrian Maître
Ambassadeur et chef de coopération à Tirana



© Oxfam

VINGT MINUTES AU LIEU DE VINGT HEURES

(cz) N'ayant pas les moyens de s'offrir une machine à laver, des milliers de personnes perdent de nombreuses heures, chaque semaine, à nettoyer leur linge à la main. Confronté à cette situation en Inde, l'ingénieur londonien Nav Sawney a mis au point un lave-linge destiné aux régions ne disposant pas d'une alimentation électrique fiable et abordable. Actionnée par manivelle, la machine ne consomme que dix litres d'eau par cycle de lavage et coûte 30 dollars. En collaboration avec les organisations Oxfam et Iraq Response Innovation Lab, les 50 premiers exemplaires ont été distribués cette année dans un camp de réfugiés irakien. « Je voulais concevoir quelque chose de vraiment nécessaire, qui puisse changer la vie des gens », déclare l'inventeur, interrogé par Oxfam. Le temps de lavage passe ainsi de vingt heures à vingt minutes par semaine, explique-t-il. Les premières commandes proviennent du Kenya, du Nigeria et de l'Ouganda, tandis que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés prévoit une implémentation en Jordanie.

L'IMPORTANCE DE LA PROTECTION SOCIALE

(sch) La pandémie de Covid-19 doit pousser les gouvernements des pays en développement à trouver des solutions créatives pour assurer la survie des millions de personnes touchées par la pauvreté, estiment Rema Hanna et Benjamin Olken. Dans leur article publié sur le site de Project Syndicate, les deux économistes du développement suggèrent que les pays menant des programmes de transfert monétaire augmentent leurs contributions et le nombre des bénéficiaires. Il importe également de simplifier au maximum les procédures pour obtenir une aide financière et de permettre les inscriptions en ligne ou par téléphone. Les programmes de soutien devraient se concentrer sur les grandes villes, qui sont les plus affectées par le confinement. Si les millions de travailleurs migrants ne sont pas soutenus, ils retourneront à la campagne, comme cela s'est produit en Inde. Ils

risquent alors de favoriser la propagation du virus dans des régions où les systèmes de santé sont faibles. Selon les auteurs, les gouvernements doivent accroître leur soutien financier au secteur de la santé et garantir une couverture médicale aux personnes les plus vulnérables.

UN RIZ RÉSISTANT AUX SOLS SALINS

(zs) Une nouvelle variété de riz résistante au sel, le BRRI Dhan 47, offre de l'espoir aux petits producteurs du Bangladesh. Le long de la côte sud, sous l'effet du réchauffement climatique, le niveau de la mer s'élève et la salinisation des sols augmente rapidement. Un phénomène qui décime les cultures: plus d'un million d'hectares de terres ont déjà été endommagés. La production de riz, aliment de base des Bangladais, est ainsi gravement mise en péril. Mis au point par l'Institut de recherche rizicole du Bangladesh, le BRRI Dhan 47 pousse dans des eaux modérément salées. Il peut être également cultivé en eau douce et dans des bassins d'élevage de crevettes. Son rendement s'avère prometteur: il équivaut à celui obtenu avec une variété conventionnelle. De quoi redonner confiance aux producteurs du littoral et peut-être faire revenir ceux partis chercher du travail à Dacca, la capitale.

DES CONSEILS EN SANTÉ PAR SMS

(zs) Un SMS peut sauver des vies. Pour améliorer la nutrition et la santé des familles, l'ONG française Gret propose au Burkina Faso des conseils personnalisés par message. Finies les campagnes de sensibilisation onéreuses et chronophages. Le service AlloLaafia (« Allô santé » en mooré) fournit aux parents abonnés des informations sur la



© Eddy Peters/Kinhualevevine/afif



© Dessin de Marcin Borodowicz, Starachowica, Pologne

planification familiale, la grossesse ainsi que l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Un exemple: « Votre bébé tête beaucoup plus. C'est normal, car il grandit. Rassurez-vous. Votre lait lui suffit. Ne lui donnez rien d'autre que votre lait. » Le service est disponible en français, en gulfarmancéma et en mooré. Il se révèle particulièrement important dans un pays qui affiche des taux de malnutrition et de mortalité infantile parmi les plus élevés du monde. Les patients sont désormais mieux suivis et n'hésitent plus à prendre rendez-vous dans un centre de santé si nécessaire.

CONVERSATION MONDIALE SUR L'AVENIR

(sch) Pour marquer leur 75^e anniversaire, les Nations Unies ont lancé un dialogue mondial dans le cadre de l'initiative UN75. Entre janvier et avril 2020, treize millions de personnes y ont pris part, dont plus de 40 000 ont répondu à un sondage d'une minute portant sur leurs priorités et leurs aspirations pour l'avenir. Un premier rapport évalue les réponses en provenance de 186 pays. La grande majorité des gens souhaitent un renforcement de la coopération internationale, en particulier depuis le début de la pandémie de Covid-19. Leurs principales préoccupations sont la préservation de l'environnement, la protection des droits humains, la résolution des conflits, l'égalité d'accès aux services sociaux de base et la lutte contre les discriminations.

« UNE ÈRE DE SUCCÈS »

(bf) Les jeunes d'Afrique en sont convaincus: leur continent connaîtra bientôt une « ère de succès économique ». Une performance réalisable grâce aux progrès technologiques et à un renforcement de l'esprit d'entreprise, selon une enquête menée par la Fondation Ichikowitz Family. Trois quarts des jeunes Africains indiquent vouloir créer leur propre entreprise dans les cinq ans à venir. La moitié d'entre eux n'auraient besoin que de 100 dollars pour se lancer. Parmi les 4 200 jeunes âgés de 18 à 24 ans interrogés dans quatorze pays africains, 82 % estiment que les progrès technologiques constitueront un facteur important pour mieux valoriser le potentiel économique du continent.



© Sven Torfinn/afp



DOSSIER DONNÉES

- UN BESOIN CROISSANT DE DONNÉES FIABLES ET COMPARABLES** PAGE 8
- BIG DATA ET TRAÇAGE DU COVID-19** PAGE 10
- « L'OPEN DATA, UNE QUESTION DE VOLONTÉ ET NON D'ARGENT »** PAGE 14
- RENDRE VISIBLES LES INVISIBLES** PAGE 16
- L'ALBANIE À L'ÈRE NUMÉRIQUE** PAGE 18
- FAITS ET CHIFFRES** PAGE 19



Des réfugiés Rohingya ayant fui le Myanmar fournissent leurs données biométriques à l'entrée du camp de Balukhali, au Bangladesh.

© Daniel Pilar/Iaif

UN BESOIN CROISSANT DE DONNÉES FIABLES ET COMPARABLES

Pour prendre des décisions pertinentes, il faut des données de qualité, sans cesse actualisées. Avec l'Agenda 2030, les enquêtes et les calculs statistiques ont gagné en importance dans la coopération internationale. Ils pourraient même devenir les moteurs des Objectifs de développement durable adoptés par l'ONU.

Texte : Samuel Schlaefli



Le Forum mondial des Nations Unies sur les données réunira plus de 1500 experts, issus d'une centaine de pays, en octobre 2021 à Berne. Ces spécialistes représentent à la fois les services statistiques nationaux, le secteur privé, la recherche scientifique et la société civile. Quatre jours durant, ils débattront d'une question essentielle: quelles données, statistiques et méthodes utiliser pour mesurer les 17 Objectifs de développement durable (ODD, voir encadré) et contribuer à leur réalisation ?

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement de 2000 à 2015 comprenaient déjà 21 sous-objectifs et 60 indi-

cateurs. Pour la période allant de 2015 à 2030, les ODD incluent 169 sous-objectifs et 231 indicateurs. Le but est d'assurer un suivi complet et détaillé, le développement durable étant considéré comme l'interaction de nombreux facteurs.

Énormes lacunes

Il existe toutefois un problème de taille: dans la plupart des pays, la collecte régulière de données couvre moins de 50% des indicateurs prévus, souligne le Rapport sur les ODD 2019 de l'ONU. « Dans certains États, même les indicateurs élémentaires, comme la population ou la mortalité infantile, ne sont pas relevés régulièrement », note Francesca Perucci, directrice adjointe de la division de statistique de l'ONU à New York. Les lacunes en matière de données sont énormes: dix-huit pays à faible revenu n'ont effectué aucun recensement ou enquête de population entre 2009 et 2018. Impossible donc, dans ces conditions, de mesurer l'évolution de la pauvreté.

Seule la moitié des pays calcule le produit intérieur brut selon des valeurs de référence actualisées. Les programmes de stimulation économique se basent, dès lors, sur des hypothèses erronées. Dans le secteur de l'environnement, les indicateurs de développement durable tels que la qualité de l'eau ou le déboisement sont encore moins bien documentés. Pourtant, le sous-objectif 18 de l'ODD 17 énonce la nécessité de disposer de données fiables.

Vulnérables et invisibles

Le manque de données ne reste pas sans conséquences. « Il pénalise surtout les plus vulnérables », déclare Francesca Perucci. Un acte de naissance ou de mariage est généralement la base d'une identité légale, donnant accès aux services publics tels que les soins médicaux ou l'aide sociale. « Souvent, les statistiques nationales ne mentionnent pas les enfants des rues, les

FORUM MONDIAL À BERNE

Après Le Cap en 2017 et Dubaï en 2018, le troisième Forum mondial des Nations Unies sur les données devait se tenir à Berne en octobre prochain. En raison de la pandémie de Covid-19, l'événement est reporté à octobre 2021. Un programme réduit sera, toutefois, proposé cet automne sous forme virtuelle pour aborder les sujets les plus importants. Le Forum est organisé par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en collaboration avec le DFAE et l'ONU notamment. Dans la perspective de cette conférence internationale, la série de manifestations sur les données et le développement organisées sous le label « Road to Bern » se poursuit jusqu'en 2021. Parallèlement, la DDC et l'OFS ont réuni des spécialistes du développement et des statistiques pour fonder le « Bern Network on Financing Data for Development ». Ce réseau appelle la communauté internationale à soutenir davantage les services statistiques des pays à faible et moyen revenu: les dépenses de la coopération au développement en la matière devraient augmenter de 0,33% à 0,7%. L'objectif est de renforcer les capacités des instituts nationaux de statistique et les échanges de connaissances entre les États, tout en consolidant les normes internationales. Le nouveau cadre de financement qui sera présenté au Forum inclura les fondations et les organisations multilatérales. Informations complémentaires: www.roadtobern.swiss, www.bernnetwork.org

Les paysannes d'Ahmedabad, dans l'État indien du Gujarat, montrent fièrement leurs téléphones avec lesquels elles achètent et vendent des produits agricoles.

© Subhash Sharma/Polaris/laif



personnes en situation de handicap, les familles paysannes des régions reculées ou les populations autochtones», explique Francesca Perucci. Ces groupes se trouvent par conséquent noyés dans les données agrégées et les moyennes, ajoute-t-elle.

Leurs conditions de vie, par exemple l'accès insuffisant à l'eau, à la santé ou à l'éducation, demeurent invisibles. C'est là une contradiction manifeste avec l'ambition de l'Agenda 2030, qui est de ne laisser personne de côté («Leave no one behind»). Des données de qualité sont essentielles pour connaître les domaines dans lesquels agir de manière efficace. «Mais, en général, les investissements dans les outils statistiques n'influent pas directement sur

le nombre de vies sauvées, constate Francesca Perucci. Aux yeux de nombreux décideurs, ils ne constituent donc pas une priorité.»

Analyse plus fine

Pour mieux représenter les plus vulnérables dans les statistiques, la désagrégation s'impose. Les données devraient être ventilées plus finement pour refléter les conditions de vie, les genres, les niveaux de revenu et d'éducation ainsi que les lieux de résidence. Mais cela exige des connaissances, des infrastructures et des ressources financières. Pour que les pays en développement et émergents puissent améliorer leurs systèmes statistiques et obtenir des données

fiables, 700 millions de dollars par an seraient nécessaires, estime PARIS21. Cette organisation internationale, soutenue par la Suisse, promeut l'accès et l'utilisation des statistiques dans les pays en développement.

Paradoxalement, l'incroyable masse de données actuellement disponibles ne fournit pas toutes les informations essentielles. Les États ne sont plus les seuls à produire des données sur les populations et leur territoire administratif. Des acteurs privés comme les opérateurs de téléphonie mobile, les moteurs de recherche et les réseaux sociaux recensent nos modes d'achat et de déplacement, nos recherches en ligne, nos lectures et nos films préférés, nos courriels et nos publications

BIG DATA ET TRAÇAGE DU COVID-19

La qualité des données revêt une grande importance, comme l'a démontré la crise du Covid-19. L'analyse de gros volumes permet de mieux comprendre la pandémie et de l'enrayer.

(sch) La crise du Covid-19 est un « fiasco sur le plan des données probantes », selon John Ioannidis, épidémiologiste à l'Université de Stanford. Le chercheur déplore un manque de données essentielles pour évaluer de manière réaliste l'ampleur de la pandémie et prendre des décisions scientifiquement fondées.

La crise a mis en évidence des problèmes structurels en de nombreux endroits. Dépassés, les instituts de statistique et les autorités sanitaires ne sont pas en mesure de fournir les données souhaitées. Dans les pays effectuant peu de tests, la propagation du virus ne peut être mesurée de manière fiable. Autre inconnue: le taux de mortalité, alors que les causes de décès ne sont pas systématiquement relevées et que les personnes âgées meurent à domicile plutôt qu'à l'hôpital, comme en Inde par exemple.

Pour combler ces lacunes, les sources de données alternatives peuvent s'avérer précieuses. Pendant l'épidémie d'Ebola de 2014 à 2016 en Afrique de l'Ouest, les relevés détaillés des communications mobiles ont permis de mieux comprendre la mobilité et la répartition spatiale des habitants dans les pays concernés (Libéria, Guinée et Sierra Leone): des informations cruciales pour améliorer les soins médicaux et l'action humanitaire.

En ce qui concerne le Covid-19, les applications de traçage de contacts sur smartphone pourraient contribuer à enrayer la propagation du virus. Mais respectent-elles la sphère privée des utilisateurs? Développée par le géant technologique Alibaba, une application introduite par le gouvernement chinois désigne les personnes devant s'isoler pour cause de suspicion d'infection. Or,

les données sont également transmises à la police, d'après le *New York Times*. Ce système renforce, semble-t-il, la stigmatisation et la méfiance. En Suisse, l'application SwissCovid a été lancée fin juin. Selon les experts, elle répond aux exigences les plus élevées en matière de protection de la vie privée.

Marcello Ienca et Effy Vayena, bioéthiciens à l'École polytechnique fédérale de Zurich, recommandent que la collecte et l'analyse de données soient conditionnées au risque de pandémie. Dans une tribune publiée par la revue *Nature*, les deux scientifiques demandent que les objectifs soient clairement définis et les interventions scientifiquement fondées. Taïwan leur semble un bon exemple: les données ont été analysées et utilisées de manière transparente pour ne pas susciter la méfiance de la population.



sur les réseaux sociaux. Tout ceci laisse des traces sur les serveurs et les algorithmes en extraient des modèles ainsi que des informations spécifiques. Bien que controversés, les outils big data sont déjà utilisés pour renforcer les systèmes de santé, lutter contre les pandémies (voir l'article sur le Covid-19), optimiser les réseaux de transports publics ou détecter des fraudes financières.

Surveillance environnementale

Ces données massives pourraient combler des lacunes majeures dans les statistiques nationales en vue de l'Agenda 2030. Un potentiel qu'a reconnu l'ONU en créant l'unité Global Pulse. Celle-ci élabore des instruments qui exploitent les mégadonnées et l'intelligence artificielle aux fins du développement durable. L'analyse des transferts d'argent et des achats via les services de paiement mobile en est un exemple: au Kenya, près de la moitié de la population utilise M-Pesa, un service privé de paiement numérique. À condition d'être exploitées correctement, ces données peuvent compléter les enquêtes statistiques sur les revenus et la pauvreté (ODD 1: «Éliminer la pauvreté»).

En recoupant et en comparant des images satellites avec des informations diffusées par les médias, la déforestation illégale pourrait être mieux suivie et quantifiée (ODD 13: «Changements climatiques»). Les experts de Global Pulse exploitent les données provenant des réseaux sociaux, des opérateurs de téléphonie mobile, des sociétés de transport, des services de poste ainsi que des satellites. Ces derniers sont notamment utilisés dans la surveillance de l'environnement: un rapport de l'Agence spatiale européenne publié en 2018 présente des pistes sur la façon dont les données satellitaires peuvent contribuer à mesurer les ODD.

Avantages et obstacles

Un groupe de travail de l'ONU, auquel participe la Suisse, explore également le potentiel des données massives. Les questions qui y sont discutées concernent la méthodologie, la qualité, la technologie, l'accès, le droit, la vie privée, la gestion et le financement. Le registre en ligne «Big Data Project Inventory» recense plus de 100 projets pertinents dans le cadre de l'Agenda 2030. Ceux-ci émanent de services

À condition d'être exploitées correctement, les données générées par des services de paiement numérique tels que M-Pesa peuvent compléter les enquêtes statistiques sur les revenus et la pauvreté.

© Sven Torfinn/laif

statistiques nationaux, d'universités, d'agences onusiennes ou d'organisations multilatérales comme la Banque mondiale. Avec des avantages potentiels multiples: coûts inférieurs à ceux des méthodes statistiques traditionnelles, collecte de données en temps réel, automatisation et données plus détaillées.

L'analyse de mégadonnées soulève aussi des problèmes. «Seul» 55% de la population mondiale a accès à Internet. Et les femmes en bénéficient nettement moins que les hommes. La fracture numérique s'avère particulièrement profonde entre les sexes, les différents groupes de revenu ainsi qu'entre le Nord et le Sud. Le danger est donc de laisser pour compte des groupes entiers de personnes. Exactement l'inverse du but recherché par l'Agenda 2030.

Autre obstacle relevé par Steve MacFeely, responsable des statistiques et



de l'information à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : les données des cartes de crédit, des téléphones portables ou des moteurs de recherche appartiennent souvent à des acteurs privés, indique l'expert dans un article publié en 2019 par la revue académique *Global Policy*. Si l'ONU ou les bureaux nationaux de statistique veulent s'en servir, ils doivent non seulement s'acquitter de frais élevés, mais risquent en sus d'enfreindre les droits de propriété intellectuelle. Les algorithmes possèdent, en outre, une grande valeur commerciale. Leurs propriétaires n'ont généralement aucun intérêt à la transparence.

Risque d'abus

La continuité, dimension importante en statistique, n'est pas non plus garantie pour ces algorithmes, puisque les entreprises les adaptent en fonction de leurs intérêts. L'observation de certains indicateurs sur de longues périodes est donc compromise. De plus, l'emprise sur les données Internet se révèle sans partage ou presque : en 2017, la part de

marché de Google pour les recherches en ligne atteignait 88%, celle d'Amazon pour la vente de livres numériques 70% et celle de Facebook pour les réseaux sociaux mobiles 77%.

Le risque de manipulation et d'abus est bien réel, alors que l'indépendance et la confiance de la population représentent les principaux atouts des organismes nationaux de statistique. À l'heure des « fake news » et des contre-vérités, l'intégrité et la fiabilité comptent plus que jamais.

Fiabilité, validité et stabilité

Georges-Simon Ulrich, directeur de l'Office fédéral de la statistique (OFS), se montre également critique : « 99,8% des données disponibles ne sont pas standardisées et ne fournissent donc pas les informations nécessaires en statistique. » Pour être utilisables, les données doivent être fiables et valides, de même que fournir des résultats stables et comparables sur une période prolongée. Or, les mégadonnées n'offrent généralement pas ce niveau de qualité.

De nombreux pays ne collectent toujours pas de données sur la déforestation (ci-dessus, en Indonésie) ou sur les naissances (ci-dessous, au Libéria).

© Ulet Ifansast/NTI/Redux/laif
© Kate Holt/eyevine/laif



Georges-Simon Ulrich suit la mise en œuvre des ODD en Suisse et coordonne au niveau national la transmission des données livrées aux Nations Unies. L'OFS participe aussi à un certain nombre d'activités favorisant les échanges d'expériences entre statisticiens à l'échelle internationale.

Les données doivent pouvoir être utilisées par différents acteurs à divers niveaux. Mais cette interopérabilité n'est souvent pas garantie, observe Georges-Simon Ulrich: «Les Nations Unies devraient davantage investir leur rôle de gestionnaire et de fiduciaire de données mondiales fiables.» Idéalement, des instituts de statistique compétents et indépendants comme l'OFS assureraient l'interopérabilité des données publiques, tandis que l'ONU la garantirait au niveau mondial en définissant des normes de référence, poursuit M. Ulrich.

Pour maintenir leur avance face à Google et autres Facebook, les Nations Unies devront améliorer leur réactivité, leur flexibilité et leur communication. «Actuellement, c'est l'ONU qui possède les meilleures données à l'échelle planétaire, mais les gens l'ignorent», déplore le directeur de l'OFS. Le Forum mondial des Nations Unies sur les données l'an prochain sera l'occasion d'en prendre conscience. ■



L'AGENDA 2030 ET LES 17 ODD

En 2015, 193 pays se sont mis d'accord sur 17 Objectifs de développement durable (ODD). L'Agenda 2030 de l'ONU vise à ne laisser personne de côté («Leave no one behind»), indépendamment du genre, de l'âge, du revenu ou de l'origine ethnique. Les ODD concernent notamment la sécurité alimentaire, l'éducation, l'égalité des sexes et la lutte contre le changement climatique. Ils se concrétisent en 169 cibles (sous-objectifs) et 231 indicateurs. À partir des données fournies par les pays, les Nations Unies rédigent chaque année un rapport sur les Objectifs de développement durable. Ce texte fait le point sur la mise en œuvre des ODD par la communauté internationale et indique les domaines nécessitant des efforts supplémentaires. Les États sont, par ailleurs, invités à publier un examen national.

Pour en savoir plus:
unstats.un.org/sdgs/report/2019
www.un.org (Rapport sur les Objectifs de développement durable 2019)

« L'OPEN DATA, UNE QUESTION DE VOLONTÉ ET NON D'ARGENT »

Selon la statisticienne Shaida Badiie, le libre accès aux données est capital. Les gouvernements doivent mettre celles-ci gratuitement à la disposition de la population, revendique l'organisation Open Data Watch qu'elle dirige.

Entretien : Samuel Schlaefli

Shaida Badiie, vous plaidez depuis des années pour le principe de l'open data. Pourquoi l'accès aux données est-il important dans le développement des pays ?

Les gouvernements investissent souvent de grosses sommes d'argent dans la production de données. Mais le public n'y a pas toujours accès, puisque ces dernières sont en partie cachées derrière des pare-feux ou ne sont disponibles que sous forme de rapports imprimés. L'accès est parfois payant, bien que la collecte soit financée par les contribuables. Il arrive même que des données soient reproduites inutilement, par manque de transparence. Les décisions politiques peuvent donc être biaisées et il est difficile d'obliger les autorités à rendre des comptes. L'open data met en évidence la valeur des données et les investissements correspondants.

Depuis cinq ans, l'Open Data Inventory évalue le degré d'accès aux données statistiques dans 178 pays. En 2018, Singapour et le Danemark figuraient en tête du peloton, alors que la Somalie et le Turkménistan fermaient la marche. Comment réalisez-vous ce classement ?

Nous avons une grille d'évaluation détaillée, qui couvre toute une série de paramètres concernant l'accessibilité gratuite aux données statistiques sur Internet. Ensuite, nous vérifions si et sous quelle forme les données peuvent être téléchargées: en PDF uniquement ou également dans un format permettant la lecture automatisée? La pré-

sentation est-elle compréhensible? Car, pour la plupart des personnes, les fichiers Excel de 50 pages ne sont pas utilisables.

« LES DONNÉES DOIVENT ÊTRE PRÉSENTÉES DE MANIÈRE À ÊTRE COMPRIS PAR LE PLUS GRAND NOMBRE. »

Les États réagissent-ils à votre travail ?

Oui, nos analyses sont largement diffusées et certains instituts nationaux de statistique commencent à adapter leurs pratiques. Ils prennent acte des domaines dans lesquels ils sont bien notés et des lacunes que nous décelons. Notre travail leur donne des pistes pour améliorer l'accès aux données.

Observez-vous des progrès ?

Sur une échelle allant de 0 à 100, la valeur médiane des 178 pays est actuellement de 42. Il reste donc beaucoup à faire. Mais de nombreux États avancent et ce ne sont pas seulement les plus riches. Les pays émergents et en développement comme la Jamaïque, la Mongolie et la Palestine ont accompli d'importants progrès. L'open data, c'est essentiellement une question de volonté et non d'argent.

Certains pays manquent d'ouverture et de transparence, mais aussi et surtout de données statistiques essentielles. Quelles sont les plus grandes lacunes ?

Il y a un schéma récurrent, en particulier dans les pays en développement. Les données macroéconomiques, telles que le produit intérieur brut ou l'inflation, sont souvent de grande qualité et actualisées. Ce sont des chiffres requis par les bailleurs de fonds internationaux comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale. S'agissant des indicateurs sociaux ou écologiques en revanche, le manque de données significatives et détaillées est frappant, au niveau infranational ou concernant les questions de genre notamment.

Vous travaillez depuis des années sur l'égalité des sexes. Pourquoi ce sujet en particulier ?

Il concerne pratiquement tous les objectifs de l'Agenda 2030. Nous devons mieux prendre en compte la contribution des femmes aux économies nationales par le biais du travail rémunéré et non rémunéré. Les études sur l'emploi du temps relèvent les heures que consacrent différents groupes à telle ou telle activité. Dans de nombreux pays, les femmes effectuent cinq à six fois plus de travail domestique non rémunéré que les hommes. Les garçons sortent beaucoup plus souvent jouer que les filles. Ce type de données met au jour les causes des écarts socio-économiques entre les sexes.



© Open Data Watch

Pour favoriser un changement politique, la participation de la société civile est-elle nécessaire ?

Oui ! Nos experts collaborent de plus en plus avec des associations. Auparavant, notre travail s'effectuait majoritairement au bureau. Aujourd'hui, nous communiquons énormément sur nos activités, ce qui est une bonne chose. Nous devons renforcer les échanges. Aussi, les données sont mises à disposition gratuitement et présentées de manière à être comprises par le plus grand nombre. ■

SHAÏDA BADIEE est cofondatrice et directrice de l'ONG Open Data Watch, basée à Washington DC. Cette organisation encourage les bureaux nationaux de statistique à faire preuve de transparence et à garantir le libre accès aux données. Shaïda Badiee collabore étroitement avec le réseau Data2X, qui promeut la disponibilité, la qualité et l'application pratique des données générées à travers le monde. Elle a longtemps dirigé le Groupe de gestion des données sur le développement de la Banque mondiale. Elle a lancé en 2010 l'Open Data Initiative, rendant l'accès public et gratuit à la riche base de données de l'institution. Shaïda Badiee fait partie du comité de programmation du Forum mondial des Nations Unies sur les données.

Les données générées sont importantes pour promouvoir le changement social. Pouvez-vous citer un exemple concret ?

En Uruguay, des études démontrent que les femmes fournissent nettement plus de soins non rémunérés aux personnes âgées que les hommes. Des associations de la société civile ont alors élaboré un plan national de soins, en collaboration avec des universités et le gouvernement. Ce plan renforce les prestations de l'État aux personnes âgées dépendantes, aux enfants d'âge préscolaire et aux personnes en situation de handicap. Désormais inscrit dans la loi et doté d'un budget, il fait l'objet d'un suivi statistique.

RENDRE VISIBLES LES INVISIBLES

Les personnes vulnérables ne sont pas suffisamment prises en compte dans les programmes de développement. En cause notamment : leur sous-représentation statistique. Le Bénin recueille des données sur le cinquième de la population le plus défavorisé.

(sch) Le Bénin, situé entre le Togo, le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria, est l'un des pays les plus défavorisés du monde. Selon la Banque mondiale, 49% de ses quelque douze millions d'habitants sont touchés par l'extrême pauvreté. Il occupe le 163^e rang mondial (sur 189 pays) de l'Indice de développement humain. Mais le gouvernement béninois s'est fixé des objectifs ambitieux dans le cadre de l'Agenda 2030 : il entend réduire de moitié le taux de pauvreté parmi tous les groupes de population dans les dix ans à venir. Contrairement à la plupart des États africains, le Bénin a élaboré en 2017 et 2018 des rapports statistiques sur le développement, appelés « examens nationaux volontaires ». L'ONU encourage tous les États à publier de tels suivis.

Refléter la réalité des plus pauvres

« Les conditions au Bénin sont idéales pour aider l'État à rendre plus visibles les 20% les plus pauvres », souligne Claudia Wells, responsable du traitement des données au sein de l'ONG Development Initiatives (DI) basée à Bristol, Washington et Nairobi. Mandatée par la DDC, DI aide le Bénin depuis 2018 à concentrer la collecte de données et les programmes de développement sur les 20% les plus pauvres de la population (P20, voir encadré).

Durant la première phase du projet se terminant cette année, deux forums avec des ateliers techniques ont été mis sur pied. Organisations de la société civile, ministères, experts techniques et financiers, représentants de l'ONU et politiciens locaux ont échangé leurs expériences et discuté des moyens à déployer pour que les statistiques tiennent

mieux compte des conditions de vie des plus pauvres. Ces derniers sont souvent statistiquement invisibles, constate DI : par exemple, la consommation au Bénin entre 1999 et 2015 a en moyenne nettement augmenté, alors qu'elle a chuté de près de moitié pour le cinquième le plus pauvre de la population. La tendance est similaire s'agissant d'autres indicateurs tels que la nutrition ou l'enregistrement des naissances.

Naissances et décès non enregistrés

Les P20 n'apparaissent pas dans les statistiques, car le nombre de naissances, de mariages et de décès n'est pas systématiquement relevé, en particulier dans les zones rurales où la pauvreté s'avère la plus élevée. Or, pour accéder aux droits civils, il faut être inscrit dans un registre officiel. Celui-ci permet, par exemple, de savoir combien de jeunes filles ont été mariées avant l'âge de 18 ans et dans quelles régions.

Selon le Centre africain pour la statistique des Nations Unies, seule la moitié des naissances sont actuellement répertoriées sur le continent africain. Conscient du problème, le Bénin a mené un projet pilote qui a permis d'enregistrer 10,2 millions de personnes dans un système d'identification national, une première pour beaucoup d'entre elles.

Autre écueil : le manque de données ventilées par sexe, lieu de domicile et niveau de revenu. Cette situation est notamment due à des ressources insuffisantes. Les 70 employés de l'Institut béninois de la statistique et de l'analyse économique réalisent des études, coordonnent les enquêtes, valident les données de tiers, procèdent au recen-

sement de la population et à la collecte des données macroéconomiques. À titre de comparaison, l'Office fédéral de la statistique à Neuchâtel emploie 814 collaborateurs pour un pays qui compte 3,5 millions d'habitants de moins que le Bénin.

Pour améliorer les statistiques, les big data pourraient s'avérer utiles : ces mégadonnées sont produites par la population elle-même, les opérateurs de téléphonie mobile et les satellites. La recherche sur la pauvreté s'y intéresse de plus en plus. Les images satellitaires,



par exemple, relèvent les zones éclairées la nuit. Celles-ci ont accès à l'électricité, ce qui donne une indication du revenu des ménages.

Données alternatives

Les satellites peuvent également fournir des informations sur la qualité de l'habitat. «En intégrant des données alternatives dans les statistiques, on peut observer presque en temps réel le développement socio-économique des P20 au Bénin», explique Claudia Wells. Un potentiel à évaluer au cours de la deuxième phase du projet qui s'étend jusqu'en 2022.

En mai dernier, la Maison de la société civile, qui regroupe une grande partie des organisations de la société civile béninoise, annonçait une collaboration of-

ficielle avec l'Institut national de la statistique pour lutter contre le Covid-19. Les données sanitaires de l'État seront complétées par celles provenant des communautés elles-mêmes, en priorisant les 20% les plus vulnérables. «C'est exactement le genre de démarche que nous souhaitons, commente Claudia Wells. Nous espérons que nos partenaires locaux intégreront le concept des P20 dans leurs projets et leurs initiatives.» ■

APPROCHE P20

Les 20% les plus pauvres (P20) bénéficient souvent nettement moins du développement social et économique que le reste de la population. Les statistiques nationales n'enregistrent généralement que des valeurs moyennes pour les divers indicateurs, leurs conditions de vie précaires n'y transparaissent pas. Or, personne ne doit être laissé de côté («Leave no one behind»), stipule l'Agenda 2030. Les États doivent accorder une attention particulière aux P20 : les données statistiques doivent être ventilées par sexe, lieu de domicile, âge, handicap et revenu du cinquième le plus pauvre de la population. L'ONG anglaise Development Initiatives a conçu une méthode simple pour analyser la situation des P20 à partir de trois indicateurs : les revenus, la nutrition et l'enregistrement à l'état civil. Au Bénin, DI met en œuvre pour la première fois l'approche P20 dans tous les segments de la société, avec le soutien de la Suisse.



Au Bénin, des réunions sont régulièrement organisées pour faire avancer la collecte de données sur les couches les plus pauvres de la population et lancer des programmes de développement ciblés.

© devinit.org

L'ALBANIE À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Avec le soutien de la Suisse, le pays balkanique développe ses services statistiques. Objectif : renforcer la transparence et la responsabilité des autorités vis-à-vis de la population.

(sch) Après la chute du régime communiste, il y a trente ans, l'Albanie s'est engagée dans un processus de décentralisation. En 2015, à la suite d'une réforme territoriale, 373 communes ont fusionné pour n'en former plus que 61. But affiché : améliorer l'efficacité de l'administration. Mais les données de base font défaut dans presque tous les domaines. Les mairies et les autorités ignorent parfois le nombre exact d'habitants ou d'emplois dans leur commune.

Ces données sont néanmoins essentielles pour une organisation efficace en matière de transports publics ou d'élimination des déchets par exemple. Problème : les ressources, les capacités de gestion, la transparence et l'application de la loi sont limitées. Et la fracture numérique entre villes et campagne n'arrange rien. À Tirana, la capitale, on peut payer ses frais de stationnement avec son smartphone et obtenir ses mé-

dicaments sur ordonnance numérique via sa carte d'assurance maladie. Dans les villages, le téléphone portable n'est pas à la portée de tous et les dossiers des patients sont souvent écrits à la main et rangés dans des classeurs.

Améliorer la confiance de la population

La DDC a lancé en 2018 le projet « Bashki të Forta » (« Communes fortes »). L'Office fédéral de la statistique (OFS), basé à Neuchâtel, soutient les communes et l'Institut national de statistique albanais (INSTAT) dans la modernisation des statistiques. Il favorise la mutation numérique de l'INSTAT et organise des formations à l'intention des 61 administrations communales. Des données statistiques complémentaires sont, par ailleurs, collectées aux niveaux local et régional.

En 2019, la collaboration de l'OFS avec l'INSTAT a induit un remaniement complet de l'annuaire statistique régional. À plus long terme, cette publication sera complétée par un registre des ménages et des habitants ainsi que des bâtiments et des logements. Le développement de statistiques fiables est essentiel pour améliorer la transparence des services administratifs et renforcer la confiance de la population envers le gouvernement. Des éléments importants également dans les négociations d'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne. ■

L'Albanie doit collecter des données de qualité pour mieux gérer les déchets.

© Alexandra Boulat/VII/Redux/laif



FAITS ET CHIFFRES

Qu'est-ce que la « révolution des données » ?

Le terme fait référence à la croissance explosive du volume de données depuis les années 2000 et à leur rapidité de production et de diffusion. Cette révolution est due à la montée en force des sources de données, avec Internet, la téléphonie mobile, les satellites et l'Internet des objets (capteurs connectés à Internet).



Croissance du volume mondial de données

D'après le portail en ligne allemand Statista, la population mondiale a généré environ 40 zettaoctets de données en 2019, soit le contenu de 40 milliards de disques durs (1 To) comme ceux installés sur les ordinateurs portables les plus récents. Selon les projections, la production de données pourrait atteindre 175 zettaoctets par an d'ici à 2025.



Fracture numérique

Les pays riches profitent davantage des opportunités offertes par la numérisation et Internet. Les États pauvres manquent souvent de ressources pour investir dans les infrastructures et l'éducation ainsi que dans la production et l'utilisation des données. Selon une étude de McKinsey, les pays africains consacrent 1,10% de leur produit intérieur brut aux investissements liés à Internet, soit moins d'un tiers que les pays industrialisés.

Sources et liens

www.undatarevolution.org
(A-world-that-counts)
Le rapport de l'ONU intitulé *Un monde qui compte*, publié en 2014, montre l'importance croissante de la révolution des données pour le développement durable.

www.paris21.org
Dès sa création en 1999, l'organisation PARIS21 a mis en place un réseau mondial de statisticiens, de décideurs et d'experts en développement. Elle bénéficie d'un soutien financier de la DDC.

www.crvssystems.ca
Le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un pôle de connaissances mondial. Les profils de douze pays africains, avec leurs systèmes d'enregistrement et de statistiques, sont disponibles sur son site Internet.

www.pure.iiasa.ac.at
(Digital Revolution and Sustainable Development)
Le rapport *The Digital Revolution and Sustainable Development: Opportunities and Challenges* aborde les opportunités et les risques de la révolution numérique pour le développement durable et l'Agenda 2030.

www.devinit.org
L'organisation internationale Development Initiatives (DI) lutte contre la pauvreté, en favorisant des processus décisionnels basés sur des données. Elle publie régulièrement des études.

Lacunes mondiales

- **Un milliard** de personnes ne sont pas en mesure de prouver leur identité légale.
- **Un quart** des enfants de moins de **5** ans ne sont pas enregistrés à la naissance.
- La part de la population mondiale vivant dans des pays où plus de **90%** des naissances et des décès sont relevés s'élève à **15%** seulement. Les décès de femmes sont moins souvent répertoriés.

Lacunes en Afrique

- **45%** de la population, soit plus de **502 millions** de personnes, ne sont pas officiellement enregistrées.
- **98 millions** d'enfants ne sont pas recensés.
- Seul **un** décès sur **trois** est officiellement répertorié.
- Sur **54** États africains, seuls **18** produisent des statistiques annuelles sur les décès et **quatre** (Afrique du Sud, Seychelles, Cap-Vert et Île Maurice) relèvent les causes de mortalité selon les normes internationales.



UNE JEUNESSE OUBLIÉE

La Jordanie affiche l'un des taux de chômage les plus élevés du monde. Même les diplômés universitaires peinent à trouver un emploi dans leur domaine. L'économie souffre des conséquences de la crise financière, du Printemps arabe et de la pandémie de Covid-19.

Texte: Meret Michel

Dalal Mitwally a suivi sa propre voie. Elle explique avoir toujours eu un penchant pour l'art, une vision artistique d'elle-même et de la société. On s'en rend compte lorsqu'elle évoque sa ville natale: «Amman à la fois vous embrasse et vous rejette.» C'est une ville sans identité ou, plus précisément, sans homogénéité, poursuit-elle. «Pour moi, c'est justement cette coexistence de différents microcosmes qui fait Amman.»

Si Dalal Mitwally est née et a grandi dans la capitale jordanienne, sa famille est originaire de Syrie. Elle ne se sent d'ailleurs ni complètement Jordanienne ni complètement Syrienne. Presque tous les habitants d'Amman éprouvent un sentiment similaire, la plupart d'entre eux ayant des racines ailleurs, dans d'autres régions de Jordanie, en Palestine, en Syrie, au Yémen ou en Irak. Malgré sa passion pour la culture, Dalal Mitwally a étudié l'informatique après l'école. «L'art a la réputation de ne pas rapporter suffisamment pour vivre», justifie-t-elle.

La jeune fille a cependant travaillé dans le domaine culturel en parallèle de ses études. Elle a ensuite abandonné celles-ci, constatant qu'un diplôme d'informaticienne ne lui offrirait pas de perspectives meilleures. En Jordanie, seuls quelques rares diplômés trouvent un emploi dans leur domaine après leurs études.

Le taux de chômage s'élève à 19%, en constante augmentation ces dernières années. Chez les jeunes, et plus de la moitié de la population jordanienne a moins de 25 ans, il atteint même 40%. Parmi ceux qui travaillent, nombreux sont indépendants ou employés dans le secteur informel. Ils ne sont pas enregistrés auprès de l'assurance chômage.

Manque de perspectives

La plupart des pays arabes, à l'exception des États du Golfe, présentent des taux affolants. Au Moyen-Orient, le chômage des jeunes est le plus élevé du monde. Le manque de perspectives pour des millions de jeunes Tunisiens, Égyptiens ou Yéménites a favorisé les révolutions du Printemps arabe en 2011.

En Jordanie, les manifestations se sont révélées plus modestes et ont eu moins de conséquences que dans de nombreux pays voisins. La monarchie n'a pas été renversée ni même remise en question. La vague de protestation a néanmoins laissé des traces. Beaucoup

estiment qu'il est aujourd'hui plus facile de critiquer le régime qu'il y a neuf ans. Sans remettre en cause le système, de timides réformes politiques ont été instaurées. L'économie a, elle, souffert. La dette publique a augmenté à 96% du produit intérieur brut l'an dernier, alors que la croissance atteignait quelque 2%.

Le ralentissement économique touche en particulier les jeunes. Razan Hadid a 32 ans aujourd'hui. La jeune femme a commencé des études d'architecture en 2006, alors que le secteur de la construction était en plein essor. «À l'époque déjà, nos professeurs nous avertissaient que la situation allait probablement changer d'ici à l'obtention de notre diplôme», indique-t-elle. En 2012, elle décroche un emploi dans un bureau d'ingénieurs où elle travaille pendant

UNE POPULATION HÉTÉROGÈNE

La moitié de la population jordanienne est composée de Palestiniens ayant fui leur terre en 1948 après la création d'Israël et en 1967 pendant la Guerre des Six Jours. Avec 10,45 millions d'habitants, la Jordanie est le deuxième pays, après le Liban, comptant le nombre le plus élevé de réfugiés par résident: elle accueille 655 000 Syriens, 67 000 Irakiens, 15 000 Yéménites et 6 000 Soudanais et 2 500 en provenance d'autres États.

Nombreux sont les jeunes Jordaniens sans emploi. Ils se retrouvent parfois sur la terrasse d'un café, dans le quartier branché de Jabal al-Weibdeh à Amman.

© Monic Gummi/laif

CULTURE DUREMENT TOUCHÉE

Ces dernières années, les activités artistiques et culturelles ont connu un fort essor à Amman. La ville a vu l'ouverture de nombreuses galeries. Elle compte un festival de jazz, un de photographie et un autre d'art urbain : des événements nés après le Printemps arabe. Mais la crise du Covid-19 a frappé de plein fouet le milieu culturel jordanien : les théâtres sont restés fermés, tandis que les festivals ont été repoussés ou annulés. « La culture a été le premier secteur auquel l'État a supprimé ses subventions », indique Mu'ath Isaeid. Le Théâtre Al Balad, où il travaille, reçoit par chance des contributions de l'étranger permettant de garantir le versement des salaires. « Pour ceux qui vivent uniquement de leurs revenus, la situation est très difficile. » Si les festivals sont annulés cette année en raison de la pandémie, ils risquent de disparaître pour de bon, selon Mu'ath Isaeid.

Au cours de l'été 2018, des milliers de personnes en Jordanie, parmi lesquelles des médecins, des journalistes, des avocats et des enseignants, ont manifesté contre un projet de loi fiscale marqué par l'austérité.

© Mohammad Abu Ghosh/Xinhua/evvine/laif

quatre ans, mais pas en tant qu'architecte. Son salaire est faible par rapport aux nombreuses années d'étude effectuées. « J'ai réalisé que ce n'était pas ce que je voulais faire », confie-t-elle.

Son parcours est loin d'être unique. Il n'y a pas assez d'emplois pour tous les nouveaux diplômés et encore moins pour les femmes. Le chômage est élevé pour des raisons essentiellement structurelles, explique l'économiste Laith al Ajlouni. D'une part, les diplômés universitaires ne disposent pas des qualifications requises par le marché du travail, notamment en informatique ou en langues. D'autre part, la forte protection des travailleurs contre les licenciements n'encourage pas la création de nouveaux emplois. Ces derniers se trouvent, par ailleurs, à Amman. Pour les personnes vivant hors de la capitale, travailler en ville ne vaut pas la peine : les salaires sont trop bas et les coûts des transports trop élevés. « Si ceux-ci représentent 40% du salaire, la motivation pour le poste sera faible », relève Laith al Ajlouni.

Après avoir démissionné, Razan Hadid a travaillé deux ans comme bénévole pour une organisation d'entraide avant de trouver un nouvel emploi dans la coopération au développement. Depuis le Printemps arabe, les jeunes Jordaniens s'engagent dans la société civile. Peu intéressés par les partis politiques traditionnels, ils fondent de nombreux groupes et associations, indique Rami Adwan, lui-même membre de la plateforme citoyenne Taqaddam. « Beaucoup sont frustrés, car, au-delà de petits progrès, les choses ne bougent que lentement », déplore-t-il.

Manifestations

Les jeunes n'ont pas été intégrés dans les sphères sociopolitiques, commente Zaid Eyadat, directeur du Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie. « Les responsables politiques n'ont pas réussi à leur offrir des perspectives, des emplois et de l'espoir. C'est un danger. On ne peut pas échouer auprès des jeunes : ils représentent plus de la moitié de la population. »

Explosion du chômage, manque de perspectives et augmentation du coût de la vie mettent à mal la population. Amman est la capitale la plus chère du monde arabe. Il n'est donc pas surprenant qu'à l'été 2018 des milliers de personnes soient descendues dans les rues pour manifester contre un projet de loi visant à augmenter les impôts. Le Premier ministre Hani Mulki a été contraint à la démission. Le roi a ensuite nommé Omar Razzaz à la tête du gouvernement.

Changer de Premier ministre pour apaiser les troubles est la stratégie utilisée au fil des ans par la monarchie jordanienne : une concession politique sans transformation profonde. Les manifestants ont, de manière consciente et raisonnée, exigé des réformes concrètes, précise Zaid Eyadat : « Ils savaient exactement jusqu'où ils pouvaient aller sans franchir la ligne rouge. » Tout en dénonçant la corruption, ils réclamaient des





En Jordanie, les jeunes, en particulier les femmes, peinent à trouver un emploi après leurs études.

© Alexandra Boulat/VIII/Redux/laif

réformes économiques. Une tactique habile. Les protestataires n'ont au départ pas remis en cause le système, craignant les conséquences désastreuses subies par d'autres pays. La monarchie bénéficie toujours en outre de la confiance de nombreux Jordaniens, contrairement au gouvernement et au Parlement.

Le coronavirus, pire que la crise financière

En raison de la pandémie de Covid-19, la situation économique déjà précaire s'est aggravée. «Pour l'économie, les effets du coronavirus sont pires que le choc qui a suivi la crise financière et le Printemps arabe», selon Laith al Ajlouni. «À l'époque, les fondements économiques de la Jordanie étaient solides. Les conditions aujourd'hui s'avèrent nettement plus mauvaises.»

Dalal Mitwally et Razan Hadid envisagent toutes deux de quitter la Jordanie. Pour des raisons économiques, mais pas seulement. Razan Hadid souhaite étudier l'histoire de l'art, ce qu'elle ne peut faire en Jordanie: «Mais je n'ai pas

encore réussi à décrocher une bourse d'étude. Sans cette aide, je ne peux pas financer mes études à l'étranger.» Dalal Mitwally estime devoir quitter son pays pour s'émanciper: jusqu'ici, elle a passé sa vie à Amman. Juste avant le confinement, elle a assisté à la fête d'adieu d'un ami, parti travailler au Koweït. «Tout le monde veut émigrer, souligne Dalal Mitwally. Il faut être très privilégié pour ne pas y songer.» ■

Meret Michel est journaliste indépendante. Elle couvre le Moyen-Orient.

LA JORDANIE EN BREF

Nom

Royaume hachémite de Jordanie

Régime politique

Monarchie constitutionnelle

Superficie

89 342 km²

Population

10,45 millions (2018)

Capitale

Amman

Ethnies

98% de la population est arabe. Les Tcherkesses, les Roms, les Turkmènes notamment comptent parmi les groupes ethniques minoritaires.

Langues

La langue officielle est l'arabe.

Religions

93% de la population sont musulmans sunnites, 5% chrétiens. «L'Islam est religion d'État», selon la Constitution.



Sur le terrain avec...

JILL SCHMIDHEINY

RESPONSABLE DU PROJET DE RÉHABILITATION DES ÉCOLES AU BUREAU DE COOPÉRATION À AMMAN, EN JORDANIE

Propos recueillis par Christian Zeier

Pour moi, une journée de travail typique se déroule sur l'un de nos chantiers, à l'est ou au nord-est d'Amman, la capitale de la Jordanie. De nombreuses familles de réfugiés syriens y vivent. Le pays s'efforce de garantir une éducation équitable à tous les enfants. La présence de plus de 650 000 personnes ayant fui le pays voisin surcharge toutefois le système: les capacités et moyens financiers font défaut, les problèmes vont en augmentant.



déjà vu germer plusieurs bonnes idées. Sur place, nous rencontrons les directeurs d'école, les entrepreneurs et les ingénieurs notamment. Comme les travaux sont effectués durant la période scolaire, il est essentiel d'instaurer la confiance, de coordonner les besoins et de créer un sentiment d'appartenance.

Souvent, on nous offre un café arabe. J'ai dû m'y faire: on ne termine pas sa tasse avant que le problème ne soit résolu. L'hospitalité jordanienne me fascinera toujours.

Inclure toutes les parties prenantes est crucial. L'une de nos plus belles expériences l'illustre bien. Nous avons achevé les travaux de la Mansour Kreshan Primary Boys' School, à Amman. Deux mois plus tard, nous y retournons. Alors que l'aula ne faisait pas partie du projet, le directeur nous y emmène. Quelle surprise: les parents des élèves avaient eux-mêmes rénové la salle et aménagé un atelier de restauration du mobilier scolaire!

Être présents sur les chantiers nous assure une bonne connaissance des réalités locales et une expertise de terrain appréciée par les acteurs du bâtiment. Il arrive que d'autres organisations actives dans l'aide au développement s'en inspirent dans leurs propres projets.

Le soir, sur le chemin du retour, nous passons parfois chez l'un de nos fournisseurs, le menuisier qui réalise les portes pour nos écoles par exemple. Le café nous est servi sur la raboteuse pendant que nous discutons d'un nouveau modèle de porte. Ce dernier, fabriqué à l'aide de matériaux locaux particulièrement robustes et bon marché, intéresse le ministère de l'Éducation, qui envi-

sage de l'adopter comme standard. Cet exemple résume plutôt bien notre travail: de nombreuses facettes et un suivi de la planification du projet jusqu'à l'élaboration des pièces. Pour une réalisation aussi durable que possible, pouvant être reproduite ailleurs. ■

RÉNOVATION D'ÉCOLES

En collaboration avec le ministère jordanien de l'Éducation, la DDC a pu rénover 78 écoles depuis 2012. Les frais de réhabilitation d'une école existante, quelque 100 000 francs, correspondent environ à un trentième du budget nécessaire à la construction d'un nouveau bâtiment plus grand. Les travaux de rénovation rendent les infrastructures de base opérationnelles, améliorent les conditions d'hygiène et augmentent la capacité des écoles. Priorité est accordée aux installations sanitaires, aux réparations de toitures, aux défauts d'ordre général en matière de sécurité et de construction, à l'accessibilité et à l'atmosphère ambiante. L'aménagement extérieur est également amélioré pour que les cours puissent se dérouler en dehors des salles souvent surchargées. Dix projets de réhabilitation sont actuellement en cours.

Les écoles publiques fonctionnent, mais avec des infrastructures parfois en pitoyable état: toilettes délabrées, dégâts d'eau, graves défauts de sécurité par exemple. Notre mission est d'aider le gouvernement à assumer ses responsabilités. Nous soutenons les autorités dans la planification et la réalisation des travaux de rénovation pour favoriser sécurité et bonnes conditions d'hygiène au sein des écoles. Les enfants syriens en bénéficient autant que leurs petits camarades jordaniens.

Mon collaborateur jordanien et moi-même mettons souvent les trajets à profit pour faire le point et échanger sur certains aspects de la vie locale. Notre voiture, véritable bureau ambulante, a

Voix de... Jordanie

À PROPOS DES VOISINS

Alors que j'admirais le jeu des nuages dans un ciel noir hivernal, Bella, mon husky de huit ans, s'est échappée. Je l'ai cherchée partout: dans les nouveaux quartiers résidentiels, derrière les containers métalliques et sur les terrains vagues non loin de chez moi. J'ai roulé dans les rues, passant devant des agents de sécurité, des jardiniers et des voisins que je ne connaissais pas.

J'ai alors repensé à un article lu plus tôt sur la manière dont une crise économique affectait les liens sociaux. Les gens affirmaient ne plus connaître leurs



RANA F. SWEIS est journaliste. La Jordanienne couvre l'actualité politique et sociale ainsi que la crise des réfugiés au Moyen-Orient, principalement pour le *New York Times*. Elle a fondé Wishbox Media, société spécialisée dans la formation aux médias, les recherches et les ateliers d'écriture créative. Elle est l'auteure de *Voices of Jordan*, un ouvrage qui retrace l'histoire de la Jordanie à travers la vie de gens ordinaires, parmi lesquels un caricaturiste politique irakien, un réfugié syrien, un djihadiste et une parlementaire.

voisins. Une femme allait même jusqu'à déclarer: «Il n'y a désormais plus de voisins.»

En Jordanie, nous aimons dire que nous vivons dans une «zone malfamée», avec la Syrie au nord, l'Irak à l'est, la Cisjordanie à l'ouest et l'Arabie Saoudite au sud. Certains événements de la guerre en Irak demeurent gravés dans ma mémoire: l'opération «choc et effroi», l'attentat au camion piégé qui a détruit le siège de l'ONU à Bagdad, la décapitation d'un citoyen sud-coréen. Les reportages sur des gens ayant vécu de nombreuses années côte à côte, puis s'affrontant les uns les autres m'ont déstabilisée.

Au cours des trente dernières années, l'urbanisation croissante a transformé mon quartier. Lorsque ma famille s'est installée dans cette maison en 1984, nous n'avions ni électricité ni canalisations. Aujourd'hui, les habitations ont englouti les champs, des câbles de fibre optique ont été installés et de larges routes relient les quartiers. Le nôtre a également été touché par les conflits aux frontières du pays: la plupart de mes voisins sont des Irakiens ayant fui la guerre.

Il y a, en Jordanie, de nombreux groupes Facebook d'amoureux des animaux. J'ai posté la photo de Bella sur l'un d'entre eux. Les commentaires n'ont pas tardé, tout comme des emojis de mains jointes en prière et des visages jaunes en pleurs. J'ai continué à consulter la page. Une photo de Bella a aussitôt circulé. «J'ai trouvé ce chien dans la rue», écrivait Nasser. «Partagez, s'il vous plaît, qu'il puisse retrouver son propriétaire.» Les membres du groupe m'ont envoyé des messages et j'ai rejoint la conversation: «Je suis la propriétaire d'une chienne aux yeux bleus. Je l'ai perdue aujourd'hui et ne cesse de la chercher.»

J'étais en train de découvrir une communauté jordanienne en ligne. Près de 70% des Jordaniens sont sur Facebook et plus encore utilisent WhatsApp. À trois heures du matin, je reçois une réponse: «Pardonnez-moi, je n'ai pas réussi à l'attraper.» À ma grande surprise, Nasser est sorti de chez lui à 3h30. Il est retourné à l'endroit où il avait vu Bella quelques heures plus tôt et m'a envoyé une vidéo retraçant son parcours.

Le lendemain matin, une photo de Bella apparaît sur l'écran de mon téléphone. Elle m'a été transmise par un homme. Elle provenait d'une utilisatrice qui avait rédigé ce message: «Un chien perdu a été retrouvé ce matin à Amman. Nous l'avons nourri, mais ne pouvons pas le garder. Partagez, s'il vous plaît.» Une demi-heure plus tard, cette dame m'appelait. J'ai traversé la ville pour aller à sa rencontre. J'ai roulé lentement au travers des rues. Soudain, j'ai aperçu dans mon rétroviseur une Bella désorientée et claudicante. Quel soulagement!

Ce printemps, toute la Jordanie a été confinée en raison du coronavirus. Seuls les supermarchés et les pharmacies sont restés ouverts. Chaque soir, j'ai consulté le groupe Facebook d'amoureux des animaux. Les gens sauvent des chiens trouvés dans la rue ou abandonnés. Pendant de longues semaines, nous avons tous été silencieux et avons respecté les mesures barrières. À la supérette du coin, un bénévole me propose de porter mes sacs: «Nous sommes voisins, me lance-t-il. Nous devons nous aider les uns les autres, particulièrement en cette période.» ■



L'IMPORTANCE DE REVALORISER LA MÉDECINE DE FAMILLE

Le Kirghizistan souffre d'une grave pénurie de médecins généralistes, en particulier dans les zones rurales. Pour renforcer les soins de santé primaire, les Hôpitaux universitaires de Genève et les acteurs locaux réforment, avec le soutien de la DDC, la formation médicale.

Texte : Zélie Schaller

«J'ai toujours voulu devenir docteur. Je n'ai jamais imaginé avoir une autre profession. Je ne pourrais pas vous dire quand c'est devenu mon rêve!» Pour réaliser ce dernier, la jeune Kirghize Nazima Siezdbekova a entamé des études de médecine. Désormais diplômée, elle suit un programme de deux ans en médecine de famille à Naryn, ville au centre du Kirghizistan. Elle a choisi ce lieu, car elle peut y acquérir une large expérience pratique, ayant facilement accès aux patients.

La formation est en partie subventionnée par l'État. Elle s'inscrit dans une vaste réforme du secteur de la santé qui promeut, entre autres, les soins primaires dans les régions périphériques, celles-ci manquant cruellement de médecins généralistes.

De nombreux praticiens vieillissent: ils sont sur le point de prendre leur retraite. Quant aux jeunes diplômés, ils ont tendance à effectuer une spécialisation et à rester dans la capitale, Bichkek. Pratiquer leur métier en zone rurale ne les séduit pas: surcharge de

travail, équipement médical limité, bas salaires, conditions de vie difficiles et manque de logements notamment expliquent ce manque d'intérêt. Pourtant, de nombreux hôpitaux régionaux disposent de matériel moderne et fournissent des appartements au personnel. Certaines communes versent même des allocations en sus des salaires.

Pour revaloriser la médecine de famille et pallier ainsi la pénurie de praticiens, le ministère de la Santé a demandé à la DDC une aide financière et une expertise technique. Cette dernière est assurée par les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) via le Service de médecine tropicale et humanitaire ainsi que par l'Unité de développement et de recherche en éducation médicale de l'Université de Genève.

Décentralisation

Professeurs, médecins exerçant en périphérie et chefs d'hôpitaux se réunissent régulièrement autour d'une même table pour réformer la formation médicale en fonction des nouveaux besoins, explique le professeur genevois Louis Loutan, responsable du projet. Le cursus prégradué répond désormais davantage aux standards internationaux avec plus de pratique clinique. Quant à la formation postgraduée, elle s'étend désormais sur deux ans ou plus au lieu d'une année. Un an de médecine générale, avant

toute spécialisation, est obligatoire, indique l'ancien chef du Service de médecine tropicale et humanitaire des HUG.

La nouvelle stratégie nationale encourage l'installation de jeunes médecins dans les zones rurales. Elle s'accompagne de diverses actions de communication: affiches placardées sur les panneaux d'information des facultés de médecine, brochures d'information, vidéos diffusées sur les réseaux sociaux et le site Internet du ministère de la Santé. Des résidents en médecine de famille pratiquant dans les régions viennent, en outre, à Bichkek partager leur expérience, leur motivation et leur satisfaction. Résultat: à la fin de l'an passé, plus de 280 internes en formation postgraduée avaient opté pour la médecine de famille contre seulement quelques-uns cinq ans plus tôt.

Comme Nazima Siezdbekova, Elvira Bolotbeka, qui travaille à Voенno-Antonovka, un village situé dans la province de Tchouï au nord du pays, se félicite de ce choix: «Je suis très heureuse. Notre département soutient et prend soin de ses résidents.» Satisfaction également de la superviseuse clinique, Dinara Musayeva: «Les résidents constituent une grande aide pour nous qui avons une charge de travail importante.»

Travailler en zone rurale offre des avantages aux jeunes médecins, selon Dina Musayeva: «Ils peuvent acquérir ici des

La nouvelle formation médicale au Kirghizistan comprend désormais plus de pratique.

© DDC

compétences cliniques pratiques. Leur indépendance et leurs responsabilités sont plus grandes que dans la capitale.»

Guérir, mais aussi prévenir

Elvira Bolotbeka apprécie cette autonomie et souligne l'importance des médecins de famille: «Nous décidons quels patients nous pouvons traiter par nous-mêmes et lesquels doivent être orientés vers des spécialistes. Nous examinons la personne dans son ensemble et pas seulement un organe ou une partie pour prescrire les bons médicaments.»

Autre fonction clé des généralistes, mise en avant par Elvira Bolotbeka: la prévention des maladies. Comme en Suisse, les pays à faible et moyen revenu voient la prévalence des maladies non transmissibles augmenter. Maladies cardio-vasculaires, cancers et diabète sont responsables de 80% des décès au Kirghizistan. Un taux élevé qui s'explique par différents facteurs: un mode de vie sédentaire, des lacunes

dans le système de santé ainsi que le manque de prévention et de dépistage précoce par les médecins de famille. Autant d'éléments qui ont de graves conséquences en termes de santé et de finances publiques.

Parce que ces maladies exigent des traitements de longue durée, elles représentent une charge importante. Au Kirghizistan, les coûts des traitements ajoutés aux pertes économiques dues au manque de main-d'œuvre atteignent près de 4% du produit intérieur brut.

Pour pouvoir répondre à ces nouveaux défis et renforcer leurs connaissances, les praticiens dans les provinces se voient proposer des formations continues. Des cours en ligne sont dispensés les mercredis après-midi. Les personnes n'étant pas disponibles à ce moment-là peuvent les suivre en différé sur leur téléphone portable, précise Louis Loutan. Objectif final du projet: améliorer l'accès de tous à des soins de qualité. ■

ENCOURAGER L'AUTONOMIE

Comme celle des médecins, la formation des infirmiers et infirmières au Kirghizistan sera également révisée d'ici à 2021. D'une durée de trois ans, elle mettra l'accent sur l'acquisition de nouvelles compétences cliniques. De nouveaux standards professionnels doivent être établis. Infirmiers et infirmières jouent un rôle clé dans la prise en charge et la continuité des soins, rappelle le professeur genevois Louis Loutan, responsable du projet. Promouvoir leur autonomie, tout en maintenant une collaboration étroite avec les médecins, s'avère important, en particulier dans les régions rurales, ajoute-t-il.

Professeurs, médecins exerçant en périphérie et chefs de clinique se réunissent régulièrement autour d'une même table pour adapter le cursus médical.

© DDC



ACCÉLÉRER L'INNOVATION, DOPER L'ÉCONOMIE

Un projet pilote en Croatie offre à de jeunes scientifiques prometteurs un million de francs pour réaliser un programme de recherche. Objectifs : endiguer l'exode des cerveaux et créer des emplois.

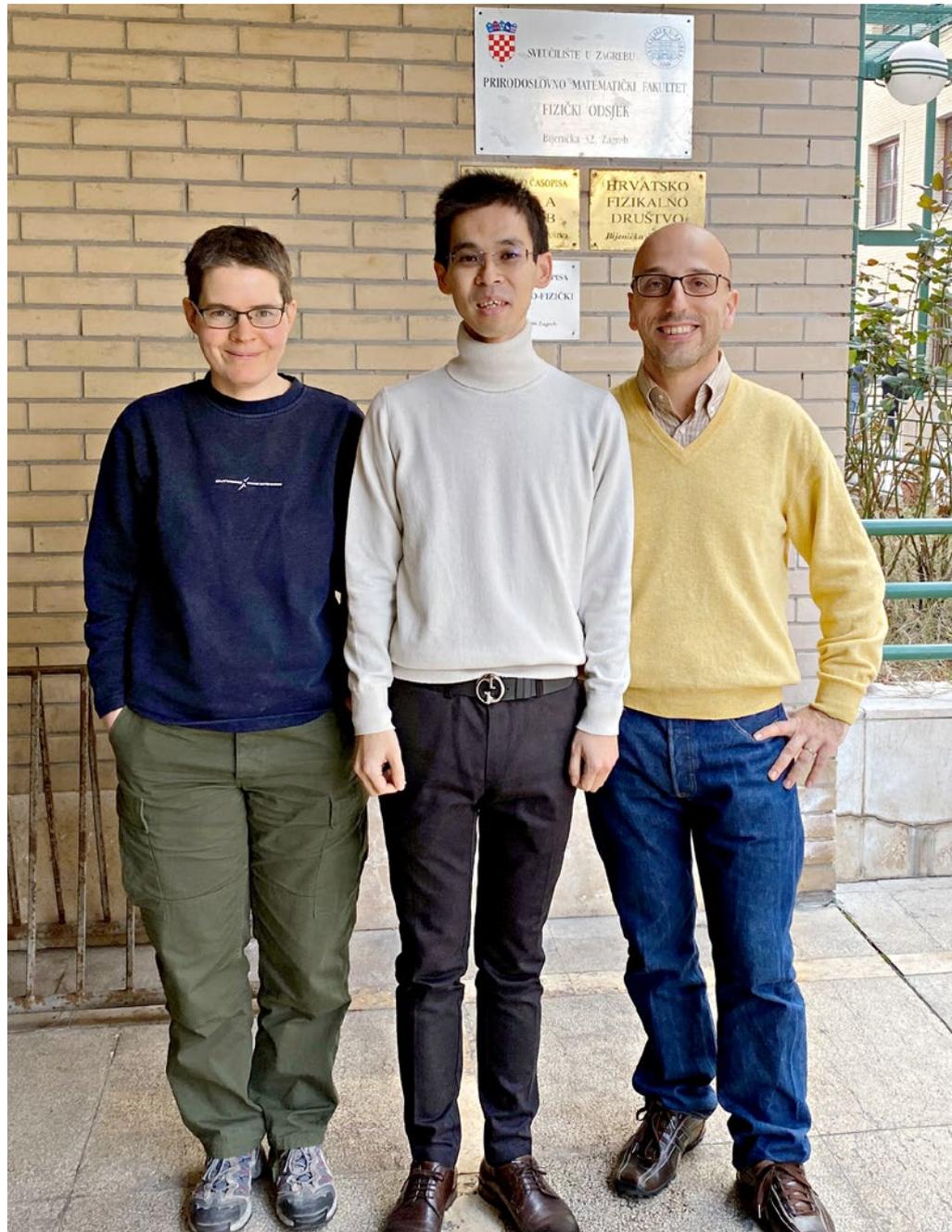
Texte : Zélie Schaller

Le post-doctorant japonais Kosuke Nomura a quitté l'Université de Zagreb, en Croatie, non sans un pincement au cœur. «L'univers de recherche était très stimulant. Je voulais vraiment poursuivre mes travaux ici. J'ai entendu parler du programme et décidé de tenter ma chance», raconte-t-il.

Le scientifique fait référence au programme pilote des tenure-tracks (prétitularisation conditionnelle), lancé par l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), la DDC et le ministère de la Science croate entre autres. Le projet, qui vise à retenir les chercheurs dans le pays, offre à de jeunes talents le statut de professeur assistant pendant une période de quatre ou cinq ans. Un budget de quelque 1,1 million de francs leur est attribué pour développer leur laboratoire et engager une équipe: des ressources qu'ils gèrent en toute indépendance. Si l'expérience se révèle convaincante, un poste permanent leur est garanti par la suite.

Un trio gagnant: la mentore croate Tamara Nikšić, le chercheur japonais Kosuke Nomura et le mentor suisse de l'EPFL Paolo Ricci (de gauche à droite).

© DDC





MENTORAT

Des professeurs de l'EPFL accompagnent bénévolement les jeunes scientifiques sélectionnés. En tant que mentors, ils dispensent conseils stratégiques et administratifs aux chercheurs. « Ils leur apprennent notamment à gérer une équipe, à définir une stratégie, à établir des rapports et à attirer des bailleurs de fonds », détaille Olivier Küttel, responsable des affaires internationales à l'EPFL. L'institution lausannoise applique avec succès le système tenure-track en son sein depuis l'an 2000. Jusqu'ici, 171 personnes en ont bénéficié.

Le chercheur japonais Kosuke Nomura travaille à l'université de Zagreb. Ses travaux portent sur la structure et la dynamique des noyaux atomiques.

© DDC

Kosuke Nomura a appris sa sélection alors qu'il était de retour au Japon depuis peu. La possibilité d'être indépendant et de constituer son propre groupe de travail l'ont convaincu de revenir en Croatie, pays qu'il « adore ». C'est ainsi qu'il a entamé en mai 2019 son projet dans la physique nucléaire théorique. Le but : développer un cadre universel décrivant la structure et la dynamique des noyaux atomiques.

Croissance profitable à tous

Si ce sujet peut sembler abstrait, il fait néanmoins appel à des modélisations mathématiques pouvant être utiles

dans le secteur bancaire, l'ingénierie ou l'industrie, relève Olivier Küttel, responsable des affaires internationales à l'EPFL et fondateur du programme. Et de poursuivre : « Les chercheurs en appellent d'autres. Ils stimulent l'innovation, créent des emplois et des start-up. »

« Les scientifiques tissent des réseaux à l'international. Renforcer le pôle de recherche croate favorise les investissements, les échanges et l'ouverture du pays. Des facteurs qui contribuent à une croissance économique durable, bénéfique à l'ensemble de la société », ajoute Susanne Zumstein, responsable des programmes de la DDC en Croatie.

Le pays accuse un certain retard dans la recherche : les publications des scientifiques croates sont faibles en comparaison européenne. La mission de Kosuke Nomura et des deux autres chercheurs retenus (un homme et une femme croates) : promouvoir le rayonnement de la Croatie et de l'Europe dans leur domaine. ■

DDC INTERNE

PAYS EN DÉVELOPPEMENT:

DES RESPIRATEURS ABORDABLES

(bf) De nombreux pays manquent de respirateurs artificiels. Pour les personnes présentant des troubles respiratoires, comme celles atteintes du Covid-19, l'accès à ces appareils revêt une importance vitale. Selon l'organisation Médecins sans Frontières, la République centrafricaine compte seulement trois respirateurs pour cinq millions de personnes. L'ONU parle d'une pénurie flagrante dans toute l'Afrique. Dans un but humanitaire, le DFAE soutient un projet de l'École polytechnique fédérale de Zurich visant à produire en Ukraine des appareils à la fois simples et abordables pour les pays émergents et en développement. Fin juin, le conseiller fédéral Ignazio Cassis a signé, avec l'ambassadeur d'Ukraine en Suisse, Artem Rybchenko, une convention réglant les modalités de financement de départ. «Ce projet est un exemple de diplomatie scientifique, a déclaré Ignazio Cassis. Il montre aussi le potentiel que la collaboration avec la communauté scientifique présente pour le développement durable.»

Volume: 1,5 million CHF

SUISSE: UN PÔLE D'EXCELLENCE DÉDIÉ À LA NATURE ET À L'HUMAIN

(rigau) Comment concilier protection de la nature et développement humain? Les dix années à venir seront déterminantes pour relever les défis que sont le réchauffement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et la dégradation des sols. La DDC soutient, depuis décembre 2019, la Wyss Academy for Nature, un centre de recherche et d'application créé par l'Université et le canton de Berne ainsi que la Fondation Wyss. Le projet réunit scientifiques, responsables politiques, acteurs de la société

civile et partenaires du secteur privé. Objectif: élaborer des solutions innovantes qui renforcent la protection de la nature et l'utilisation durable des ressources naturelles, tout en améliorant la prospérité humaine.

Durée du projet: 2019-2022

Volume: 3 millions CHF

BANGLADESH: AIDE AU DÉMARRAGE POUR LES START-UP

(wla) Le Bangladesh est considéré comme le berceau de la microfinance. Pour les start-up sociales, l'accès au capital de départ demeure néanmoins un défi. Les financements requis sont à la fois trop importants pour un microcrédit, mais trop faibles pour les investisseurs. Les jeunes entreprises manquent, en outre, du savoir-faire technique et des bases nécessaires, comme un business plan solide, pour attirer des capitaux. Pour accélérer la croissance des start-up sociales au Bangladesh, la DDC, en collaboration avec des partenaires du secteur privé, encourage les investissements. Parallèlement, elle incite les entreprises à accroître leur impact social. Les services innovants et bon marché seront proposés aux personnes défavorisées.

Durée du projet: 2019-2023

Volume: 5,67 millions CHF

MONTAGNES: METTRE EN RÉSEAU LES RÉGIONS

(kam) Toutes les régions montagneuses du monde sont touchées par le réchauffement climatique, en particulier par la fonte des glaciers et du permafrost. La Suisse joue un rôle de premier plan dans la recherche scientifique et la mise en œuvre de mesures d'adaptation dans les régions de montagne. De telles mesures sont validées par un réseau international

d'experts dans le cadre d'un projet de la DDC et ensuite mises à disposition sur une plateforme en ligne. Dans les Andes, l'Himalaya, le Caucase ou encore en Afrique de l'Est, ces expériences alimentent le dialogue entre science et politique pour mettre en place des stratégies nationales d'adaptation au changement climatique.

Durée du projet: 2019-2023

Volume: 5,4 millions CHF

PAYS À FAIBLE REVENU: LUTTE CONTRE LA CHUTE DES TRANSFERTS DE FONDS

(bf) Fin mai, la Suisse et le Royaume-Uni ont lancé un appel mondial pour «maintenir le flux des transferts de fonds» vers les pays à faible revenu. En raison de la pandémie de Covid-19, ceux-ci ont vu ces flux de capitaux chuter. Problème: sans les envois d'argent des travailleurs migrants résidant à l'étranger, de nombreuses familles peinent à subvenir à leurs besoins essentiels quotidiens. Aussi, le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis a écrit à ses homologues pour les convaincre de soutenir l'appel. Plusieurs pays y ont aussitôt répondu, notamment l'Égypte, l'Équateur, le Salvador, la Jamaïque, le Mexique, le Nigeria et le Pakistan. L'objectif est d'améliorer l'accès des migrants aux services de transfert, en offrant de nouvelles possibilités de paiement numérique. Il s'agit aussi d'encourager les pouvoirs publics, les autorités de régulation et les prestataires de services du monde entier à faciliter les transactions. Des campagnes seront, en outre, menées pour sensibiliser les populations migrantes aux nouveaux canaux disponibles.

« J'AIME LES DÉFIS »

Dans un entretien, la nouvelle directrice de la DDC, Patricia Danzi, relate son passé d'athlète et de déléguée du CICR. Elle évoque également la nouvelle stratégie de coopération internationale de la Suisse et la course d'obstacles à affronter pour vaincre la pauvreté.

Entretien : Luca Beti

Patricia Danzi parle sans s'arrêter ni regarder ses notes. Ses réponses sont souvent agrémentées d'anecdotes tirées de son expérience en tant que déléguée du CICR. « Dans les camps de réfugiés, les gens ont tout perdu, hormis leur vivacité d'esprit. Un jour, une femme avec un panier rempli de légumes sur

la tête me parle d'un projet de coopérative maraîchère, une idée qu'elle voulait mettre en œuvre au milieu d'une marée de tentes », raconte la nouvelle directrice de la DDC. « Au Pérou, j'avais l'habitude d'aller à mes rendez-vous en moto, surprenant ainsi mes interlocuteurs, surtout masculins », se rappelle-

t-elle. Au terme de l'entretien, Patricia Danzi nous laisse l'image d'une femme énergique, désireuse de favoriser un monde meilleur et robuste, des aptitudes qu'elle a pu développer sur les pistes d'athlétisme.



6010 points et 1996: que vous évoquent ces deux chiffres ?

Ils me rappellent les Jeux olympiques d'Atlanta. Sept mois avant la compétition, j'ai calculé les points que je devais obtenir dans chaque discipline pour me qualifier. Mon objectif était fixé à 6010 points. Et c'est exactement le résultat que j'ai obtenu lors du meeting de Götzis, en Autriche. En inversant les deux derniers chiffres de l'année des Jeux d'Atlanta, on obtient par ailleurs mon année de naissance: 1969. Cette combinaison de chiffres est intéressante.

Après Atlanta, vous avez rangé vos chaussures d'athlétisme pour revêtir les habits de déléguée du CICR. Un rêve d'enfant devenu réalité.

Oui, c'est juste. À l'âge de 15 ans, j'ai écrit une lettre au CICR, parce que je voulais devenir déléguée. L'organisation m'a conseillé de me consacrer d'abord à mes

études, puis de postuler une fois mon diplôme en poche. C'est ce que j'ai fait.

Ainsi, vous êtes devenue déléguée du CICR en 1996.

Le changement de rôle entre l'athlète et la déléguée a été drastique, presque brutal. Le lendemain de la dernière compétition à Atlanta, après avoir donné mes chaussures à crampons à une autre athlète, je me trouvais dans une salle de réunion à Genève: je suivais un cours de préparation à la Croix-Rouge.

Qu'est-ce qui vous a poussée à rejoindre le CICR ?

J'ai pu conjuguer les activités professionnelles de mes parents. Mon père, un Nigérian, était diplomate. Ma mère, une Suisse, était enseignante. Dans ma fonction de déléguée, j'ai pu travailler sur le terrain et répondre aux besoins im-

médiats des gens. J'ai également côtoyé les dirigeants politiques ou militaires d'un pays, influencé leurs décisions et œuvré ainsi comme une diplomate.

Vous avez effectué votre première mission à Goražde, une ville de Bosnie et Herzégovine détruite pendant la guerre. Un plongeon dans un bain glacé.

Je suis née en Suisse au moment où la guerre du Biafra, au Nigeria, battait son plein. L'histoire de ma famille est marquée par ce conflit. Mon grand-père a été tué lors d'affrontements inter-ethniques. Je n'avais jamais vécu dans un pays détruit par la guerre avant la Bosnie et Herzégovine. À Goražde, tous les bâtiments portaient les stigmates du conflit. Les habitants de la ville étaient traumatisés. Ce fut ma première confrontation à la souffrance et à la mort. Autre première: la rencontre avec un détenu en prison. Une expérience bouleversante. J'ai aussi enduré un froid indescriptible, jamais vécu jusque-là. J'en porte d'ailleurs encore des signes sur les jambes, des cicatrices dues à une bouillotte brûlante.

Vous êtes restée fidèle au CICR durant plus de vingt ans. Qu'est-ce qui vous a plu dans vos activités ?

En tant que déléguée, vous avez l'occasion de rencontrer une femme déplacée le matin et le ministre de la Défense ou le vice-président l'après-midi. Cela vous oblige à modifier constamment votre approche et votre registre de langue en fonction de la situation et de vos interlocuteurs. Le but demeure identique: améliorer la vie des personnes les plus vulnérables.



La nouvelle directrice de la DDC, Patricia Danzi, devant des immeubles bombardés dans la ville portuaire libyenne Benghazi en octobre 2018. Elle travaillait à l'époque pour le CICR.

© CICR



© DDC

PATRICIA DANZI a œuvré dès 1996 au service du Comité international de la Croix-Rouge en tant que déléguée dans les Balkans, au Pérou, en République démocratique du Congo et en Angola. Au siège à Genève, elle a été responsable adjointe du secteur Corne de l'Afrique et conseillère politique du chef des opérations. Entre novembre 2008 et avril 2015, elle a été chargée de la direction opérationnelle pour le continent américain, avant de devenir en mai 2015 directrice régionale pour l'Afrique. Patricia Danzi a étudié à Lincoln, au Nebraska, ainsi qu'à Zurich. Elle est titulaire d'un master en économie agricole, géographie et sciences de l'environnement. Elle a accompli des études de troisième cycle en coopération au développement à Genève. Elle parle sept langues et est mère de deux enfants adultes.

Vous avez souhaité changer de cap. Qu'est-ce qui vous a décidé à prendre la direction de la DDC ?

En premier lieu, j'aime les défis. Et je me suis souvent demandé à qui je pourrais faire bénéficier de mon expertise acquise au cours des vingt dernières années: l'expérience accumulée dans différents pays, les relations avec la population et les responsables politiques, la gestion de grandes équipes ainsi que la connaissance étroite de la scène multilatérale et internationale. Je crois beaucoup aux bons offices de la Confédération, à son travail en coulisse, mais aussi à celui effectué sur le devant de

la scène lorsque cela s'avère nécessaire. Grâce à ses activités diplomatiques, aux moyens financiers dont elle dispose et à son professionnalisme, la Suisse a la possibilité d'améliorer le monde. En outre, la DDC est active dans un environnement humanitaire, bilatéral et multilatéral. Des atouts que peu de donateurs possèdent.

Vous êtes la première femme nommée à la tête de la DDC. Contrairement à vos prédécesseurs, vous n'avez pas accompli de carrière diplomatique. Quelle directrice serez-vous ?

Vous poserez la question à mes collaboratrices et collaborateurs dans quelques mois ou années. Je sais écouter. Je veux comprendre les opinions et les préoccupations des travailleurs sur le terrain et au siège, mais aussi de nos partenaires, du monde politique et économique ainsi que de la société civile. Après avoir pris connaissance de la situation, j'ai l'habitude d'expliquer clairement la position de la DDC, ses possibilités et ses limites. Je suis une personne positive qui aime la franchise. Je souhaite encourager un dialogue franc et ouvert au sein de la DDC. Et le fait que je ne sois pas un produit de la diplomatie me permet peut-être d'être plus libre.

« JE SOUHAITE ENCOURAGER UN DIALOGUE FRANC ET OUVERT AU SEIN DE LA DDC. »

Dès votre entrée en fonction, vous êtes amenée à expliquer un message et une stratégie de coopération internationale que vous n'avez vous-même pas façonnée.

Les personnes qui ont écrit la stratégie m'ont fait un beau cadeau. C'est un texte très bien élaboré. Je n'ai donc aucun problème à le présenter et à le défendre. Cet instrument nous donne la possibilité de réagir à de nouvelles crises et situations

avec rapidité et souplesse. C'est aussi une stratégie visionnaire qui va bien au-delà de 2024.

Le Covid-19 provoque une crise mondiale. Quel est l'impact du virus sur l'Afrique ?

La pandémie a de très graves conséquences sociales et économiques sur l'Afrique. La classe moyenne, composée de personnes âgées de 35 à 45 ans qui ont échappé à la pauvreté au cours des dix dernières années et ne nourrissent plus de complexe d'infériorité par rapport aux pays industrialisés, souffre. Ces médecins, avocats, petits entrepreneurs représentent l'avenir du continent, mais le virus les a mis à genoux. Quant aux personnes qui travaillent dans le secteur informel, elles ont été privées de la possibilité de gagner le peu dont elles ont besoin pour vivre jour après jour. Je crains que nous ne nous rendions compte trop tardivement des répercussions de la crise en Afrique.

La communauté internationale s'est fixé pour objectif d'éradiquer la pauvreté partout dans le monde d'ici à 2030. Cette pandémie risque de rendre ce but irréalisable. En faisant le parallèle avec une course de 100 mètres haies, à quel stade de la compétition en sommes-nous ?

Nous sommes seulement qualifiés pour les demi-finales. Il nous manque encore deux courses. Nous devons retourner aux blocs de départ, en sachant que nous avons déjà la première course dans les jambes et devant nous des obstacles encore plus difficiles à surmonter. Nous devons donc être encore mieux préparés et concentrés pour atteindre la ligne d'arrivée sans laisser personne derrière. ■

SECONDER LES PARTENAIRES LOCAUX ET NON LES REMPLACER

L'aide humanitaire internationale veut accorder de plus grandes responsabilités aux acteurs du Sud. Si cette « localisation » présente de nombreux atouts, elle comporte aussi des défis.

Texte : Christian Zeier

Lorsqu'une catastrophe ou une crise humanitaire se produit en un point du globe, le schéma est généralement le même : les organisations locales, les groupes issus de la société civile ou les communautés touchées assument une grande part de l'aide humanitaire sur place, mais les fonds internationaux sont majoritairement versés à des organisations onusiennes ou à des grandes ONG internationales. Finances et contrôle allant souvent de pair, les acteurs locaux sont de plus en plus nombreux à rejeter ce déséquilibre. Lors de



LE RÔLE DE LA SUISSE

En tant que coorganisatrice du groupe de travail chargé de la localisation de l'aide dans le cadre du Grand compromis (« Grand Bargain »), la Suisse met sur pied des forums de discussion, encourage le dialogue entre les parties et facilite la prise de décision. La première année, les débats étaient largement dominés par la recherche de définitions communes, souligne Regina Gujan, cheffe suppléante de la Division Affaires multilatérales de la DDC. Depuis, ils sont davantage axés sur la mise en œuvre des engagements. Récemment, le groupe de travail a publié pour la première fois des lignes directrices non contraignantes.

l'Asia Pacific Humanitarian Leadership Conference de 2019, Lan Mercado, directrice régionale d'Oxfam en Asie, a parlé en leur nom : « Alors que les donateurs dictent leurs conditions aux organisations locales, il nous faut passer à un système où le pouvoir décisionnel revient aux acteurs sur place. ».

Les atouts d'une réponse localisée sont nombreux, d'autant plus dans un contexte comme celui de la pandémie de Covid-19, impliquant des restrictions en matière de voyages. Contrairement à la plupart des organisations internationales, les acteurs locaux sont sur place

Avec le soutien de la DDC, la Société de la Croix-Rouge ukrainienne renforce ses liens avec les communautés locales.

© DDC

pendant la crise, mais aussi avant et après. Selon un rapport de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), leur aide parvient souvent plus rapidement aux personnes qui en ont besoin. Ils ont plus facilement accès à certaines régions et groupes de population. Ils saisissent le contexte local dans toute

sa complexité et peuvent, en règle générale, intervenir avec un budget plus modeste. Enfin, un financement plus direct permet d'abaisser les frais de gestion et d'administration.

C'est aussi pour tirer profit de ces avantages qu'a été signé en 2016 le «Grand compromis» («Grand Bargain»). Les principaux donateurs – États, ONG, ONU et Croix-Rouge/Croissant-Rouge entre autres – y ont défini 51 engagements devant permettre d'améliorer l'action humanitaire. Un des enjeux: renforcer la participation des acteurs locaux et favoriser un financement «le plus direct possible».

D'un concept abstrait, la localisation de l'aide est devenue un principe fondamental que les principaux donateurs entendent utiliser comme repère. Un objectif chiffré a même été défini: d'ici à 2020, au moins 25% des fonds devraient être versés directement, ou tout au plus via un intermédiaire, aux travailleurs locaux.

Selon le dernier rapport d'activité indépendant consacré au Grand compromis, cette déclaration d'intention semble bien avoir favorisé la mise en œuvre d'une réponse locale et facilité le partage d'expériences. La Suisse suit ces questions attentivement (voir encadré). La DDC privilégie cette approche, indique Regina Gujan, cheffe suppléante de la Division Affaires multilatérales. Elle seconde les partenaires locaux plutôt que de les remplacer et veille à un financement approprié de leurs frais d'exploitation pour renforcer leurs capacités.

Partenariat d'égal à égal

Selon leurs propres déclarations, les organisations ActionAid (77%), CAFOD (68%), Christian Aid (42%) ainsi que l'Unicef (36%) et l'IFRC (33%) ont atteint l'objectif des 25% en 2018. Entre 2016 et 2019, la part des versements directs de la Suisse à des acteurs locaux a progressé de 6 à 9%. Elle serait plus élevée encore si

les montants octroyés via un intermédiaire étaient aussi comptabilisés.

«Nous poursuivons sur cette voie, comme Regina Gujan. Ce qui compte, c'est que l'impulsion soit donnée.» La localisation de l'aide ne devrait toutefois pas être réduite à de purs flux financiers. «Il nous faut également réfléchir aux valeurs sur lesquelles reposent nos partenariats avec les acteurs locaux, ajoute-t-elle. Comment développer nos projets communs? Comment faire entendre réellement leur voix? Quand la traduction est-elle indiquée lors de séances de coordination? Qu'un partenariat d'égal à égal s'instaure tient parfois à quelques nuances.» L'enjeu: mettre en place des rapports de complémentarité, où organisations locales et internationales conjuguent leurs forces.

Des écueils

Cette approche comporte aussi des limites, note Regina Gujan. Dans une situation de conflit notamment, des organisations locales pourraient ne pas être considérées comme neutres et, dans des contextes d'incertitude, leur faire assumer la totalité du risque serait irresponsable. Par ailleurs, le manque de capacités freine souvent la localisation.

«Certains acteurs locaux sont solides, d'autres sont dépassés par les montants en jeu», constate Regina Gujan. La DDC veut apporter le meilleur soutien possible aux personnes qui en ont besoin, mais elle doit aussi justifier l'emploi des fonds vis-à-vis du Parlement. «Au premier plan, il y a toujours nos principes en matière d'aide humanitaire. Celle-ci se doit d'être impartiale, indépendante, humaine et basée sur des valeurs.» Dans ces conditions, la faisabilité d'une localisation dépend du contexte.

Une chose est sûre: le processus de localisation n'en est qu'à ses débuts. «Une évolution à l'échelle du système n'est pas encore perceptible», peut-on lire dans le rapport d'activité 2019 consacré au Grand compromis.

«Les entraves à une réelle évolution du système sont encore nombreuses», relevait Jemilah Mahmood, ancienne sous-secrétaire générale de l'IFRC, dans un discours tenu début 2020. S'il existe de nombreux exemples positifs, la confiance accordée aux acteurs locaux demeure insuffisante. Trop souvent, les financements sont affectés à un usage précis et il est rare qu'ils soient alloués de manière directe et sur plusieurs années. «Le courage suscité par le Grand compromis est malmené par des vents contraires, déclare Jemilah Mahmood. Mais la flamme brûle encore.» ■

AIDE DIRECTE

La DDC encourage la localisation de l'aide humanitaire. Elle soutient financièrement, par exemple, la National Society Investment Alliance. Lancée par le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, cette initiative apporte une aide directe aux sociétés nationales qui le constituent, en renforçant leurs capacités et leur développement organisationnel. Lors d'un premier tour, 48 organisations ont posé leur candidature pour bénéficier d'un soutien flexible sur plusieurs années. Parmi les candidats retenus, la Société de la Croix-Rouge ukrainienne emploie les fonds accordés pour surmonter la crise durable qui secoue ce pays d'Europe de l'Est et renforcer ses liens avec les communautés locales.

Carte blanche

UN NOUVEAU VIEUX MONDE

Notre monde est divisé. Divisé entre privilégiés et non privilégiés. En ce sens, comme en beaucoup d'autres, la Bosnie et Herzégovine est complexe. Située en Europe, dans les Balkans, elle a été un creuset de religions et d'ethnies durant toute son histoire. Mon pays est unique, avec la seule population musulmane indigène d'Europe. Je suis de confession musulmane, mais de culture européenne. J'observe le monde avec un regard extérieur: la position typique d'un membre d'une minorité non privilégiée.

Quand l'épidémie de Covid-19 a touché mon pays, j'étais sur le point d'entamer



AIDA BEGIĆ est née à Sarajevo en 1976. Son premier film *Snijeg* est sorti au Festival de Cannes en 2008, où il a remporté le Grand Prix de la Semaine de la Critique. En 2009, la réalisatrice fonde une société de production indépendante, Film House. Son deuxième long métrage *Djeca* a été présenté dans la section « Un Certain Regard » à Cannes en 2012: il a reçu la Mention spéciale du Jury. La Bosnienne a aussi réalisé le court métrage *Album* du projet *The Bridges of Sarajevo: an omnibus named Europe*. Elle enseigne à l'Académie des arts du spectacle de Sarajevo. Son troisième film *Never leave me*, qui raconte l'histoire d'orphelins syriens, a été sélectionné par de nombreux festivals du monde entier et primé à plusieurs reprises. Aida Begić prépare son quatrième opus: *A Ballad*.

le tournage de mon nouveau film. Nous avons suspendu les travaux et j'ai été envahie par un sentiment familier de désastre imminent. Pour qui a survécu à l'apocalypse, soit le siège de Sarajevo qui a duré quatre ans, je croyais davantage aux prédictions les plus sombres plutôt qu'aux plus optimistes. Comme le dit un vieux proverbe bosniaque: « Si vous avez été mordu par un serpent, vous aurez peur des lézards. »

Lors de nos vidéoconférences, je disais à mes étudiants d'un ton grave, voire tragique, que le monde tel que nous l'avions connu avait disparu et leur demandais si je pouvais les aider à faire face à cette situation. Ils demeuraient perplexes. Pour eux, la pandémie ressemblait plutôt à une pause bienvenue dans le rythme effréné de leurs vies. Ils font partie d'une génération privilégiée qui n'a pas connu la guerre.

Mais alors que j'étais presque convaincue que, comme d'habitude, ce seraient les plus pauvres qui allaient souffrir le plus, le nouveau coronavirus s'est révélé être un ennemi tenace. Il n'a pas hésité à se propager dans les pays industrialisés. Pour la première fois de notre histoire récente, un nouveau virus mortel ne décime pas seulement les pauvres nations africaines. Il s'attaque aux dirigeants de notre monde, aux athlètes, aux personnes en bonne santé. Personne n'est à l'abri. Les personnes les plus privilégiées de notre planète n'ont que peu de pouvoir pour se protéger d'une menace commune.

Soudain, le monde a paru réel et les différences entre les gens ont disparu. Tout le monde, indépendamment de la célébrité, de la richesse ou du système politique qu'il ou elle connaît, est concerné. Le temps d'un instant, je me suis demandé si la souffrance partagée allait apporter la prospérité partagée,

si notre monde deviendrait meilleur, si les gens feraient preuve de plus de compassion et de moins de cupidité, tout en prenant davantage soin de notre environnement naturel. Hélas, mon moi optimiste, épris de liberté et d'égalité, a bien vite déchanté en voyant les dirigeants politiques instrumentaliser la pandémie pour servir leurs propres intérêts.

Même si la Bosnie et Herzégovine ne saurait servir d'exemple pour mesurer l'état de notre planète, j'en viens à me demander ceci: est-il devenu impossible de freiner ce monde de plus en plus égoïste et divisé? Le véritable caractère des gens se révèle en temps de crise. Il en va de même pour les sociétés. Celle dans laquelle je vis n'a pas manifesté grand-chose dont elle puisse être fière.

Toutefois, ce qu'elle a montré représente une grande source d'inspiration pour les artistes. J'ai réalisé à quel point être une artiste constitue un privilège. En tant que réalisatrice, je peux observer le monde à distance, à travers un prisme mental, tel un observateur impartial: un étranger.

J'ai retravaillé le scénario de mon prochain film, au titre poétique *A Ballad*. J'y ai apporté des changements, car le monde autour de moi a changé. Espérons néanmoins qu'au cours de ces prochaines années nous ne ferons et ne regarderons pas que des films ayant pour seul sujet la pandémie et le confinement. Je cherche la beauté dans l'apocalypse, l'espoir dans le désespoir et tente d'imaginer à quoi ressemblera notre nouveau vieux monde. Je ne souhaite pas un tournant historique, mais réalise que ce fut un privilège de traverser une crise ayant contraint les êtres humains à s'arrêter. Les cerisiers en fleurs et les flamands roses ont pu reconquérir le monde. ■

«ÉTRANGER À JAMAIS: LE PLUS CRUEL DES SENTIMENTS»

Dans son pays, il est une star. En Europe, pendant longtemps, nul ne le connaissait. L'écrivain kurde Bakhtiar Ali évoque, dans un entretien, l'écriture en exil et l'importance de sa langue maternelle, le sorani.

Entretien: Christian Zeier



Bakhtiar Ali, vous vivez en Allemagne depuis le milieu des années 1990, mais votre premier roman n'a été traduit en allemand qu'en 2016. Comment un écrivain vit-il le fait de ne pas être traduit ?

On se sent invisible, fantomatique, comme quelqu'un qui ne montrerait jamais son véritable visage. Le danger, avec le temps, c'est d'oublier que vous êtes écrivain. Personnellement, ce qui m'a aidé, c'est de beaucoup écrire. Comme si écrire, toujours et encore, constituait un mécanisme psychique apte à protéger mon âme d'écrivain et à la maintenir en vie. Écrire sans relâche,

c'est disposer d'un masque à oxygène qui empêche l'écrivain qui est en vous d'étouffer.

Quelle est l'importance de la langue dans laquelle vous écrivez, le sorani (dialecte kurde), pour vos œuvres ?

Comme tout autre auteur dans le monde, je trouvais absolument légitime que ma langue maternelle soit celle de mes œuvres. Quand je suis arrivé en Allemagne, j'écrivais en kurde depuis longtemps et mes lecteurs étaient nombreux au Kurdistan. Leur tourner le dos et me mettre à écrire dans une autre langue aurait été très difficile. Lorsque j'écris en kurde, je peux aussi mesurer l'impact du pouvoir de la littérature sur les gens. Cette sensation me donne des ailes.

Vos romans sont-ils perçus différemment par les Kurdes et les Allemands ?

La différence la plus frappante est que les lecteurs kurdes considèrent moins mes textes comme le fruit de mon imagination. Le contexte historique de mes romans, ils l'ont en partie vécu. Pour eux, la part de fiction est intimement liée aux événements réels, historiques. Comme certains Européens ne connaissent pas suffisamment le contexte historique, ils conçoivent mes textes comme une fiction abordant des questions politiques ou sociétales.

En tant qu'écrivain connu, ressentez-vous une responsabilité particulière vis-à-vis de votre région d'origine ?

En Orient, les intellectuels se doivent d'accorder une importance claire à la liberté, de s'opposer aux dictateurs, au fanatisme religieux ou nationaliste, à la monopolisation du pouvoir et à la violence, quelle qu'elle soit. Cette responsabilité ne vaut pas uniquement pour la région autonome kurde : on observe les mêmes crises dans tous les systèmes politiques orientaux. C'est pourquoi

tant d'intellectuels luttent au quotidien pour montrer qu'une politique à visage humain est possible.

Votre livre *Perwanas Abend* (« Le crépuscule du papillon ») décrit le conflit fondamental entre amour et religion dans une société islamique. Pouvez-vous nous en livrer la signification ?

Sans liberté pour les femmes, pas de liberté pour l'amour. La liberté des femmes implique, cependant, un abandon complet des structures rigides qui régissent pouvoir et société en Orient. À l'origine, la société islamique repose sur une séparation fondamentale entre l'homme et la femme. Une séparation dont les conséquences ne sont pas uniquement culturelles et religieuses : c'est sur elle que repose aussi l'ossature politique de la société. Toute forme de liberté peut entraîner l'implosion des systèmes de pouvoir religieux. Est proscrit tout ce qui a trait à la liberté de l'amour, qui risquerait en effet de contribuer de manière décisive à un bouleversement. Les craintes que

BACHTIAR ALI est considéré comme l'écrivain et le poète contemporain le plus connu de la région autonome du Kurdistan. Né en 1966 à Sulaimaniya, dans le nord de l'Irak, il entre rapidement en conflit avec la dictature de Saddam Hussein. Interrompant ses études de géologie, il se consacre à la poésie, tout en poursuivant son engagement politique. Son premier recueil de poésie, *Gunah w Karnaval* (« Péché et carnaval »), paraît en 1992. Au milieu des années 1990, il fuit l'Irak pour l'Allemagne. Auteur prolifique, Bakhtiar Ali écrit des romans, des poèmes et des essais. Il reçoit le prix Nelly Sachs en 2017. *Perwanas Abend* (« Le crépuscule du papillon ») est son dernier roman publié en allemand (2019). Seul *Le dernier grenadier du monde* est paru à ce jour en français (chez Métallié, en 2019).

connaît l'Orient trouvent toutes leur source dans la peur de l'amour.

Dans quelle mesure l'exil, l'écriture depuis un ailleurs, influencent-ils votre travail littéraire ?

Pour moi, l'exil a perdu son sens géographique classique. À l'ère du numérique, personne n'est exilé, personne n'est chez soi. Je crois que le concept d'« étranger » est un produit de notre pensée, de l'imaginaire d'une société. Dans les sociétés occidentales, on a tendance à considérer les étrangers comme des étrangers pour toujours. Les extrémistes de droite cherchent à façonner l'« éternel étran-

ger ». Ils sont les principaux artisans de ce processus – un processus soutenu, d'un point de vue culturel et mental, par bien d'autres canaux et occupant une place importante. Cette industrie chargée de fabriquer « l'étranger » devrait être combattue et stoppée, au même titre que tous les autres crimes.

« LE CHEZ-SOI EST UN MIRAGE VERS LEQUEL NOUS GUIDONS INLIASSABLEMENT NOS PAS, SANS POUVOIR JAMAIS L'ATTEINDRE. »

Être étranger à jamais est le plus cruel des sentiments qui puisse vous rattraper dans votre exil. La lutte contre ce sentiment d'exclusion se retrouve dans mes œuvres. Elle doit beaucoup à mon expérience personnelle.

Vous vous êtes qualifié un jour de « nomade dans l'âme ». Vous sentez-vous toujours comme un étranger ?

Je me suis trouvé dans de nombreux lieux que j'ai aimés. Au Kurdistan comme en Allemagne, j'ai vécu dans beaucoup d'endroits dont j'ai expérimenté les différentes facettes, merveilleuses autant que détestables. Mais, au fond, ce chez-soi n'existe pas à mon sens. L'idée se réfère à un long chemin sans but défini. Le chez-soi est un mirage vers lequel nous guidons inlassablement nos pas, sans pouvoir jamais l'atteindre. Tant que la nostalgie d'autres lieux nous aiguillonne, ce chez-soi nous échappe. Si vous décidez de rester quelque part sans plus rêver de reprendre la route, alors vous pouvez dire que vous l'avez trouvé. ■

La version intégrale de cet entretien est disponible sur <https://www.eine-welt.ch/fr>.

D'après Bakhtyar Ali, le chez-soi est un mirage inaccessible et fragile, tout comme la beauté du papillon dans son roman *Perwanas Abend* (« Le crépuscule du papillon »).

© Leroy Francis/Hemis/laif
© Hal Beral/VWPics/Redux/laif





ENTRE MÉLANCOLIE ET ESPOIR

(er) De sa voix pure et puissante, l'auteure-compositrice-interprète iranienne Nelia Safaie déploie un chant plaintif et mélancolique, mais également rempli d'espoir. La douce sonorité du duduk (hautbois arménien) l'accompagne. Le setar, le târ et le baglama, trois types de luths à manche long joués par la chanteuse elle-même, viennent tisser un tapis musical envoûtant, avec la basse, la guitare et les percussions de ses trois collègues musiciens de Norvège et de Turquie. Telle est l'essence de ce premier album, intitulé *Songs from Lands of Silence* et enregistré dans une église d'Oslo. L'artiste de 43 ans écrit elle-même la plupart de ses chansons et les interprète en farsi. Elle évoque l'interdiction faite aux chanteuses de se produire en Iran, comme le suggère le titre du CD. Mais elle nourrit l'espoir que la lumière vienne chasser l'obscurité du drame et de la violence quotidienne pour faire jaillir la beauté du monde. Impressionnant! *Nelia Safaie, Songs from Lands of Silence (Kirkelig Kulturverksted)*

MUSIQUE

DES IMPROVISATIONS MAGIQUES



(er) Dotée d'une histoire immémoriale, la confrérie soufie des Gnaouas est originaire d'une zone d'Afrique subsaharienne qui englobe le Niger, le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Les soufis ont été déportés au temps de la traite des esclaves et installés dans l'empire marocain de

l'époque. Aujourd'hui, les Gnaouas continuent de vivre leur culture des rituels, des chants spirituels et des rythmes musicaux complexes, qu'ils transmettent de génération en génération. C'est l'univers de Majid Bekkas, considéré comme l'un des plus brillants musiciens gnaouas du monde. On retrouve, dans ce nouvel opus, sa voix charismatique ainsi que sa pratique virtuose du guembri (luth à caisse), de l'oud et de la guitare. Le Marocain de 63 ans entraîne le batteur danois Stefan Pasborg, le trompettiste Goran Kajfeš et le pianiste Stefan Nordenström, tous deux suédois, dans des improvisations passionnantes. Sons et rythmes à la fois funky et sphériques se fondent en une transe de world jazz époustouflante. Une expérience magique. *Majid Bekkas, Magic Spirit Quartet (ACT/Edel)*

UN PAYSAGE SONORE UNIQUE



(er) Une voix féminine claire et aiguë dialogue avec une autre, masculine, chaude et légèrement rauque. En arrière-fond, un chant choral retenu ainsi que des cris cadencés. Le rythme tantôt piétinant, tantôt apaisé est produit par les instruments traditionnels chinois : le lusheng, orgue à bouche en bambou, la sanzian, basse de luth à trois cordes, ou encore l'adiza, luth plus petit à manche long, également à trois cordes. S'y ajoutent la flûte, la basse électrique, les percussions et la guimbarde pour créer la musique du quintet nommé Manhu, issu de la province du Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine. Le groupe s'est constitué voici plus de quinze ans. Ses chansons à boire comme ses ballades sont ancrées dans les traditions des Sani, une minorité ethnique quasiment inconnue au sein du peuple Yi. Les onze titres de ce premier album intitulé *Voices of the Sani* font revivre les sons et les rythmes fascinants du passé, tout en les transposant dans l'époque moderne. Des tonalités anciennes à la rencontre de la Chine moderne pour un paysage sonore unique à ne pas manquer. *Manhu, Voices of the Sani (Riverboat Records/World Music Network)*

FILMS

AGRICULTURE LOCALE, LUTTE GLOBALE



(ng) Le petit agriculteur kényan Kisilu Musya documente à l'aide de sa caméra les effets des événements météorologiques extrêmes qui constituent une menace croissante pour sa propre existence et celle de sa famille. Dans sa communauté, il promeut des pratiques agricoles adaptées au contexte local. Homme engagé, il a participé à la Conférence de l'ONU sur le climat à Paris en tant que

représentant des petits paysans. Le film *Merci pour la pluie* retrace son histoire. Il montre les expériences et les défis d'un agriculteur courageux. Lequel tente de s'adapter aux conditions climatiques changeantes avec de nouvelles stratégies, tout en interpellant les leaders mondiaux sur leurs décisions pour la planète.

Merci pour la pluie, documentaire de Julia Dahr et Kisilu Musya, Kenya/Norvège/GB 2017. Disponible en ligne (VOD): www.education21.ch/fr/films

UNE ODE À LA LIBERTÉ



© tribone film

(wr) Les films du Soudan du Sud sont rares. Le dernier a été tourné il y a quarante ans! *You Will Die at 20* d'Amjad Abu Alala est magnifique. D'une qualité visuelle exceptionnelle, il a reçu le prix du meilleur premier film à la Mostra de Venise. Peu après sa naissance, Muzamil doit être béni par l'imam du village, mais l'homme est interrompu par un derviche qui s'éroule en prononçant ce seul nombre: «Vingt!» L'enfant mourra à 20 ans: telle est la prophétie, déclare l'imam. Adolescent, Muzamil attend l'heure fatale. Il s'empêche de vivre, à l'image de son pays marqué par de longues années de dictature. «Comme beaucoup d'entre nous, Muzamil reste enfermé dans le rôle que lui assigne la société. Mon film est une invitation à la liberté», commente Amjad Abu Alala. *You Will Die at 20, film d'Amjad Abu Alala. Disponible en streaming: www.filmingo.ch*

LIVRES

DES LEÇONS DE HAUT VOL

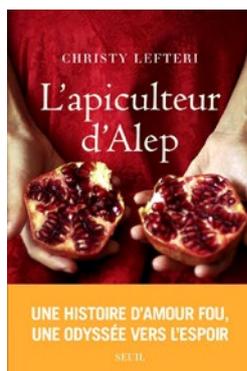
(zs) Mars 2016, le Franco-Congolais Alain Mabanckou prononce sa leçon inaugurale au Collège de France. La vénérable institution lui confie, cette année-là, la chaire de création artistique. C'est la première fois qu'un écrivain africain y enseigne la littérature et la culture du «continent noir». Son objectif: «Comblent un vide en posant un regard sur le parcours de ces littératures pour que puissent enfin résonner les noms d'écrivains majeurs reconnus ailleurs mais quasiment méconnus en France (...).» Dans cet ouvrage, il propose huit leçons à parcourir «comme une invitation au dialogue en vue d'une relecture apaisée et courtoise de notre passé com-

mun». Les premiers exposés sont consacrés à la littérature africaine, mettant en lumière les créateurs de génie que sont Aimé Césaire, Camara Laye ou Mariama Bâ notamment. Les deux derniers portent sur des thèmes plus politiques: «Guerres civiles et enfants soldats en Afrique noire» et «Écrire après le génocide du Rwanda». Un recueil nécessaire pour mettre en lumière l'histoire du continent africain. *Alain Mabanckou, Huit leçons sur l'Afrique, Grasset, Paris, 2020*

LES DÉRIVES DU MONDE HUMANITAIRE

(zs) Des quatre coins de la planète, Laurent Bovard s'interroge sur les fondements de son engagement humanitaire. Fort de vingt ans d'expérience dans l'humanitaire, ce socio-anthropologue de formation critique avec virulence les bailleurs de fond et les acteurs du secteur: «Ces cadres supérieurs arrivent avec leur ambition démesurée et un carriérisme, pour ne pas dire un arrivisme, incompatibles à moyen terme avec l'action humanitaire. (...) L'ignorance voulue de toute dimension émotionnelle leur permet de ne pas voir la cruauté de leur attitude et de pouvoir vivre avec, pour assouvir leur ambition.» L'auteur plaide pour «une éthique personnelle, compatible avec les principes que l'on est censé servir». Avec deux objectifs: prévenir les situations d'épuisement professionnel et offrir une réponse efficace aux victimes de conflits et de catastrophes. *Laurent Bovard, Itinéraire critique d'un humanitaire, L'Harmattan, Paris, 2020*

UN VOYAGE BOULEVERSAANT



(zs) Nuri est apiculteur. Sa femme, Afra, est peintre. À Alep, avec leur fils Sami, ils mènent une vie simple, entourés de leur famille et de leurs amis. Jusqu'au jour où la guerre éclate. Les ruches de Nuri sont détruites. Afra perd la vue à la suite d'une explosion. Sami est subitement arraché à la vie. Pour survivre, le couple n'a d'autre choix que de fuir. Nuri et Afra embarquent dans un long et périlleux périple à travers la Turquie et la Grèce. Le cousin de Nuri, Mustafa, les attend en Grande-Bretagne.

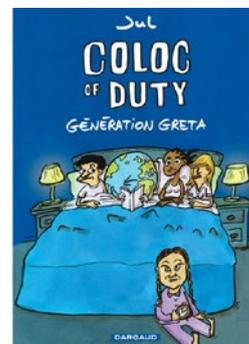
Il enseigne l'apiculture à ses compagnons réfugiés dans le Yorkshire. Une nouvelle vie commence. L'auteure, Christy Lefteri, est née à Londres de parents chypriotes. Elle anime un atelier d'écriture à l'université Brunel, à Uxbridge, dans le Grand Londres. Après deux étés comme bénévole dans un camp de migrants à Athènes, s'inspirant de cette expérience, elle livre un récit intime, profond et bouleversant. *Christy Lefteri, L'apiculteur d'Alep, Éditions du Seuil, Paris, 2020*

LES DROITS DES FEMMES AU BOUT DU CRAYON



(zs) «Partout dans le monde, la violence envers les femmes ne cesse de s'accroître. Signe d'un retour de la barbarie? Symptôme d'un déclin de la civilisation?», s'interroge la journaliste et essayiste française Laure Adler. Des questions posées en prélude au chapitre sur les féminicides dans l'ouvrage collectif *En avant toutes!* Ce dernier, conçu en collaboration avec Amnesty International, réunit 120 dessins de presse internationaux sélectionnés par le réseau Cartooning for Peace. Les caricatures évoquent les droits des femmes à travers le monde après le mouvement #MeToo. Elles dénoncent les criantes inégalités et les violences à l'encontre des femmes. Un combat féministe qui reste indispensable. *Collectif, En avant toutes!, Gallimard, Paris, 2020*

LA PROTECTION DE LA PLANÈTE SUR LE TON DE L'HUMOUR



(zs) «Spaghettis trop cuits, lardons industriels, crème bourrée d'additifs, œufs en batterie... Avant de parler à Kevin

COUP DE CŒUR



Le théâtre, une école de vie

L'acteur Ouelgo Téné, qui a grandi au Burkina Faso, vit aujourd'hui à Bâle. Son interprétation du capitaine de Köpenick dans la pièce éponyme lui a valu une nomination au prix allemand du théâtre « Der Faust ».

Je me rends régulièrement au Burkina Faso pour rendre visite à ma famille et travailler sur des projets artistiques avec des amis. À travers les voyages, nous transmettons nos expériences et intégrons celles des autres. Ce sont de véritables échanges, qui m'offrent un nouveau regard sur mon travail. J'ai participé à des coproductions avec des personnes de tous horizons. Quand les cultures s'inspirent mutuellement, c'est incroyablement riche sur le plan artistique ! Malheureusement, il y a encore des gens qui ne sont pas ouverts à de telles expériences. Mon interprétation du capitaine de Köpenick au théâtre d'Altenbourg, en Allemagne, a même déclenché une polémique. Dommage ! En plus d'être acteur, je suis engagé dans l'association AADO, qui gère une école d'art gratuite pour les enfants du Burkina Faso. Je souhaite que ces enfants acquièrent une bonne estime d'eux-mêmes et comprennent qu'ils n'ont pas forcément besoin de partir pour s'épanouir. La puissance de l'art, je l'ai vue à l'œuvre dans ma vie. Quand j'ai dû abandonner ma scolarité, le théâtre m'a offert une vraie alternative, un monde nouveau.

(Propos recueillis par Christian Zeier)

de son « bilan carbone », on pourrait lui parler de son « bilan carbonara »... » La colocation, ce n'est pas simple. Surtout pour la génération Greta. Avec un humour décapant, cette bande dessinée croque la vie quotidienne de trois personnages face aux grands défis de la planète. En 2015, sous l'égide l'ONU, 193 pays se sont fixé 17 objectifs de développement durable pour garantir à tous un avenir durable d'ici à 2030. Chaque chapitre de l'album est consacré à l'un de ces objectifs avec un texte explicatif et des chiffres, suivis de strips efficaces, illustrés par le dessinateur de presse et auteur de bande dessinée français Jul. Cet ouvrage est le fruit d'une collaboration entre le caricaturiste engagé, l'Agence française pour le développement et le Festival international de la bande dessinée d'Angoulême. Il est destiné aux 12-25 ans, mais également à toute personne intéressée par le concept de partage et la préservation des ressources naturelles. *Jul, Coloc of duty. Génération Greta, Éditions Dargaud, Paris, 2020*

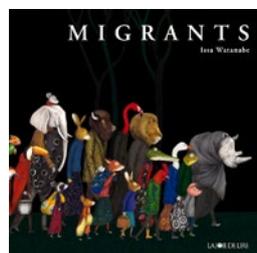
ROMAN DOCUMENTÉ SUR LA MIGRATION



(zs) L'île de Lesbos, en Grèce, est le « théâtre moderne d'un drame humain » depuis plusieurs années. Les migrants y arrivent en canot, à la recherche d'une vie meilleure. Mais ce sont des conditions plus que précaires qu'ils trouvent. Le journaliste romand Thomas Epitoux-Fallot décrit celles-ci dans un ouvrage hybride, entre fiction et reportage. Benjamin, l'alter ego de l'auteur, interviewe Illias, retenu en prison. Le jeune Ivoirien est soupçonné d'avoir mis le feu à des tentes du camp de Moria, le plus important d'Europe. Après un an sur la route, il pouvait bien rester immobilisé. « De toute façon, ici ou au camp, qu'est-ce que ça change ? », se demande-t-il. Autour des deux protagonistes gravitent d'autres migrants et reporters, mais également des politiques et des travailleurs humanitaires. Une multiplication des points de vue pour tenter d'appréhender une situation on ne peut plus complexe. Ce premier opus, publié en autoédition, dénonce en outre la féroce concurrence entre journalistes

indépendants et la violence déversée sur les réseaux sociaux à l'encontre des réfugiés. De profondes remises en question. *Thomas Epitoux-Fallot, Flammes sur #Lesbos, autoédition (www.flammessurlesbos.com), 2020*

UN SILENCE PERCUTANT



(zs) Rhinocéros, lion, crocodile, éléphant, lapin, cochon, coq et bien d'autres : tous marchent dans une sombre forêt. La Mort, affublée d'une cape fleurie, guette. Elle est installée sur un grand oiseau bleu roi. Les animaux sont fatigués et tristes. Ils s'arrêtent de temps à autre pour manger ou tout simplement se reposer. Soudain, ils aperçoivent la mer. Ils montent dans une barque, mais celle-ci se révèle fragile : elle craque sous l'énorme poids des passagers. Dépourvu de texte, cet ouvrage livre un message fort, bien plus efficace qu'un long discours. Sur fond noir, les différentes expressions des animaux anthropomorphes, richement colorés, sont saisissantes. La douleur de l'exil laisse sans voix. L'illustratrice espagnole Issa Watanabe développe des projets visant à promouvoir l'intégration sociale par l'art. Elle a déjà publié plusieurs albums pour enfants. Celui-ci s'adresse aux sept ans et plus. *Issa Watanabe, Migrants, La Joie de lire, Genève, 2020*

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur
Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction
Patricia Danzi (responsable), Georg Farago (coordination globale), Beat Felber, Nathalie Carter, Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

Rédaction
Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schläefli (sch), Christian Zeier (cz)

Courriel: deza@eda.admin.ch

Réalisation, Photolitho et impression
Stämpfli SA, Berne

Reproduction
Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse
Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47400 exemplaires

Couverture: À New Delhi, la capitale indienne, une travailleuse migrante scanne ses empreintes digitales afin d'obtenir, pour la première fois de sa vie, une carte d'identité.

© Ruth Fremson/NYT/Redux/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

**«Le manque de données pénalise
surtout les plus vulnérables.»**

Francesca Perucci, page 9

**«Il faut être très privilégié
pour ne pas songer à émigrer.»**

Dalal Mitwally, page 23

**«Grâce à ses activités diplomatiques,
aux moyens financiers dont elle dispose et
à son professionnalisme, la Suisse
a la possibilité d'améliorer le monde.»**

Patricia Danzi, page 34
